



69, rue Michelet
93100 Montreuil – France
Tél. : + 33 1 80 87 70 43
contact@worldcoalition.org
www.worldcoalition.org

© Coalition mondiale contre la peine de mort, 2013

10/10/13

Rapport de la 11^e Journée mondiale contre la peine de mort



RAPPORT 2013

Onzième édition

JOURNÉE MONDIALE CONTRE LA PEINE DE MORT

Arrêtons le crime
pas la vie

ABOLISSONS LA PEINE DE MORT MAINTENANT !

worldcoalition.org



**JOURNÉE MONDIALE
CONTRE LA PEINE
DE MORT**

Les Caraïbes

**Arrêtons le crime
pas la vie**

ABOLISSONS LA PEINE DE MORT
MAINTENANT

10.10.13

11^e édition



www.worldcoalition.org

LA COALITION MONDIALE CONTRE LA PEINE DE MORT

Composée de plus de 158 ONG, barreaux d'avocats, collectivités locales et syndicats, la Coalition mondiale contre la peine de mort est née à Rome le 13 mai 2002.

La Coalition mondiale vise à renforcer la dimension internationale du combat contre la peine de mort.

Son objectif final est d'obtenir la suppression définitive des condamnations à mort et des exécutions partout où la peine de mort est en vigueur.

La Coalition mondiale s'attache à atteindre ce but en menant des actions de lobbying auprès des organisations internationales et des États, en organisant des événements de portée internationale et en facilitant la constitution ou le développement de coalitions nationales et régionales contre la peine de mort.

Depuis 2003, la Coalition mondiale a instauré le 10 octobre comme Journée mondiale contre la peine de mort.

Cet événement est célébré partout dans le monde et tout particulièrement dans les pays qui continuent à appliquer la peine de mort.

[TABLE DES MATIÈRES]

[1]	10 octobre, Journée mondiale contre la peine de mort	5	La mobilisation reste forte dans le reste du monde	36	
	Les Journées mondiales contre la peine de mort.....	6	• Asie-Pacifique	38	
	10/10/13 :10 raisons pour abolir la peine de mort	8	• Amériques	38	
	Les outils d'information et de mobilisation	9	• Moyen Orient et Afrique du Nord ..	41	
	La peine de mort dans le monde.....	12	• Afrique Sub-saharienne	43	
			• Europe	43	
			La couverture médiatique reste très importante	46	
[2]	La 11^e Journée mondiale contre la peine de mort consacrée aux Caraïbes	15	[4]	Les suites de la Journée mondiale	49
	Le paradoxe des Caraïbes rétentionnistes : peu d'exécutions mais un noyau de pays fermement opposés à l'abolition	17	[5]	ANNEXES	51
	Des réponses différentes à un taux élevé d'homicides.....	19	[1] Liste des initiatives	52	
	Restriction de l'application de la peine de mort : la jurisprudence régionale détaillée	23	[2] Revue de presse.....	69	
[3]	Une mobilisation sans précédent dans les Caraïbes	31	[3] Les Membres de la Coalition mondiale.....	85	
	L'acte fondateur du Réseau caribéen contre la peine de mort.....	32	[4] Notes.....	93	
	Les prises de position dans la région ...	34			

Fiches pratiques

- 1 • Comment organiser un festival de films sur la peine de mort..... 37
- 2 • Travailler avec les universités
- 3 • Réseau parlementaire
- 4 • Mener une enquête sur la peine de mort auprès de l'opinion publique.....
- 5 • Reportages sur la peine de mort & formation média

[1] 10 octobre, Journée mondiale contre la peine de mort



Première réunion du réseau Greater Caribbean for Life à Port of Spain, Trinité-et-Tobago, 2013.
Photo : Francesca Donatelli, <http://www.twistandshoot.it>

Chaque année, la Coalition mondiale contre la peine de mort appelle les citoyens, les organisations et les institutions attachés à l'abolition universelle de la peine de mort à organiser, le 10 octobre, des centaines d'initiatives dans le monde entier.



2003



2004



2005



2006



2007



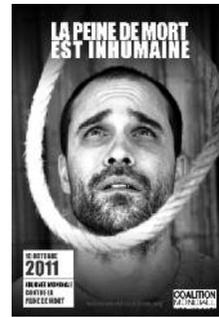
2008



2009



2010



2011



2012

Les Journées mondiales contre la peine de mort

Les objectifs sont multiples :

- **Encourager et renforcer** la dimension internationale du combat pour l'abolition de la peine de mort auprès des opinions publiques et des décideurs politiques.
- **Faire pression sur les États** qui conservent la peine capitale pour qu'ils l'abolissent et réclamer l'arrêt définitif des condamnations à mort et des exécutions dans le monde.
- **Renforcer la société civile abolitionniste**, en particulier dans les pays qui appliquent toujours la peine de mort.
- **Promouvoir et élargir la Coalition mondiale** contre la peine de mort pour renforcer sa représentativité internationale.

- **Sensibiliser les institutions et les organisations** internationales et régionales quant à l'instauration de la Journée mondiale le 10 octobre de chaque année.

Le 10 octobre s'est imposé comme un événement fédérateur du mouvement abolitionniste et l'impact des actions menées à cette occasion a été exponentiel. Lorsque la Journée mondiale est consacrée à une région du monde (Afrique en 2005, Asie en 2008, États-Unis en 2010 et Caraïbes en 2013), la mobilisation est sans précédent au sein de cette région, et de nouvelles organisations abolitionnistes présentes dans les pays concernés adhèrent à la Coalition mondiale.

Parmi les éditions de la Journée mondiale, la plus marquante fut la première, elle a suscité une intense mobilisation, de même que la Journée mondiale de 2007 consacrée au soutien à la résolution des Nations unies pour un moratoire sur les exécutions. La Journée mondiale de 2007 a démontré que la

résolution pour un moratoire sur l'application de la peine de mort pouvait être soutenue par la société civile, ce qui a contribué à son succès. Depuis, trois autres résolutions pour un moratoire ont été votées, chaque fois avec un nombre croissant de votes. En 2007, la Journée mondiale contre la peine de mort a aussi été reconnue officiellement comme journée européenne contre la peine de mort par le Conseil de l'Europe et l'Union européenne.

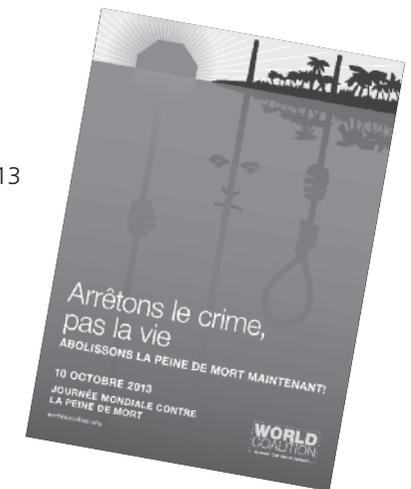
L'édition 2011, qui portait sur l'inhumanité de la peine de mort, a elle aussi été marquante avec la mobilisation des organisations internationales et des pays abolitionnistes aux côtés des ONG.

Depuis, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Commission interaméricaine des droits de l'homme ont publié des rapports sur la question de la peine de mort comme traitement cruel, inhumain et dégradant et ces organisations internationales se font le relais de la Journée mondiale contre la peine de mort. La 10^e Journée mondiale, a quant à elle,

battu tous les records en termes de mobilisation, avec plus de 400 initiatives recensées dans 76 pays, et de couverture médiatique, et plus de 370 coupures de presse dans 90 pays.

Enfin, le nombre de pays rétentionnistes concernés par la Journée mondiale n'a cessé d'augmenter depuis 2003. En dix ans, les médias de 123 pays ont publié des informations sur la Journée mondiale contre la peine de mort, soit près des deux-tiers de la planète.

2013



10.10.13

10 raisons pour abolir la peine de mort

- 1. Aucun État ne devrait avoir le pouvoir d'ôter la vie d'un citoyen.**
- 2. Elle est irréversible.** Aucune justice n'est à l'abri d'erreurs judiciaires et dans tous les pays, des innocents sont condamnés.
- 3. Elle est inefficace.** Il n'a jamais été démontré que la peine de mort a un effet dissuasif plus efficace que les autres sanctions pénales.
- 4. Elle est injuste.** La peine de mort est discriminatoire et est souvent utilisée massivement contre les pauvres, les malades mentaux, les personnes victimes de discrimination pour leur orientation sexuelle, ou leur appartenance à une minorité raciale, ethnique, nationale ou religieuse.
- 5. Toutes les familles de victimes de meurtres ne sont pas favorables à la peine de mort.** Un nombre important et croissant de familles de victimes du monde entier rejettent la peine de mort et le revendiquent ouvertement. Ils estiment que cette peine ne fera pas revenir leur proche assassiné et n'honorera pas sa mémoire, qu'elle ne les guérira pas de la douleur de l'assassinat, et qu'elle viole leurs croyances éthiques et religieuses.
- 6. Elle crée davantage de souffrance indirecte et en chaîne.**
- 7. Elle est inhumaine, cruelle et dégradante.** Les conditions de vie déplorables dans les couloirs de la mort infligent des souffrances psychologiques extrêmes tandis que l'exécution elle-même constitue une agression physique et mentale.
- 8. Elle est appliquée en violation des normes internationales.** Elle ne respecte pas les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, qui dispose que toute personne a le droit à la vie et que nul ne sera soumis à la torture ni à des traitements cruels, inhumains ou dégradants. Elle est également en contradiction avec la tendance internationale vers l'abolition reconnue par quatre fois à l'Assemblée générale des Nations unies, appelant à l'établissement d'un moratoire universel sur l'utilisation de la peine de mort (résolutions 62/149, 63/168, 65/206 et 67/176 adoptées en décembre 2007, 2008, 2010 et 2012).
- 9. Elle ne garantit pas une meilleure sécurité pour tous.**
- 10. Elle interdit toute possibilité d'amendement pour le criminel.**

Les outils d'information et de mobilisation

Pour encourager la participation du plus grand nombre à la Journée mondiale contre la peine de mort et renforcer la société civile abolitionniste, en particulier dans les pays qui appliquent toujours la peine de mort, la Coalition mondiale développe chaque année des outils d'information et de mobilisation. Ils sont mis à la disposition de ses membres, des médias et de toute personne souhaitant participer à la Journée mondiale afin de sensibiliser et d'encourager la mobilisation locale dans le plus grand nombre de pays possible, et notamment cette année, dans les Caraïbes.

Tous les outils ont été envoyés par courrier aux membres de la Coalition mondiale et à ses partenaires début juillet 2013. Des colis ont aussi été envoyés à plus de 60 ONG des Caraïbes pour les informer et les encourager à participer à cette Journée mondiale.



Les outils étaient aussi disponibles sur simple demande et téléchargeables sur le site de la Coalition mondiale : www.worldcoalition.org/fr/worldday

L'affiche de la Journée mondiale

Imprimée en 4 000 exemplaires en français et anglais, elle a été distribuée à tous les membres de la Coalition mondiale et à tous les organisateurs d'événements qui ont pu la commander gratuitement auprès du Secrétariat de la Coalition mondiale.

Certains membres de la Coalition mondiale l'ont traduite et adaptée dans leur langue, elle était également à disposition de tous en version électronique en 10 langues (allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, farsi, français, italien, japonais, et russe).

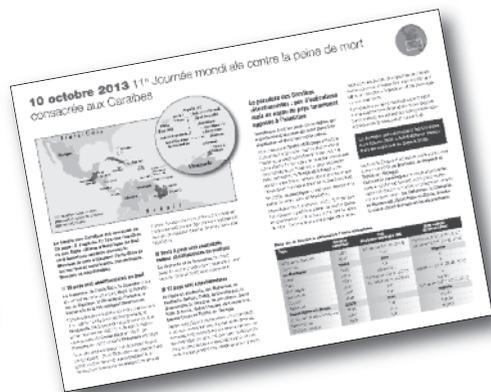
Center for Prisoners'Rights (Japon) :

« Beau poster qui était donc facile à afficher. Nous avons reçu de nombreuses questions au sujet du poster, notamment ce que signifiait l'image de la mer. Nous avons pu ressentir à de multiples occasions que l'affichage était efficace ».

« Nous avons affiché le poster au sein du bureau de l'association, afin que les volontaires et autres visiteurs en prennent connaissance. Lors de la marche solennelle à la fin du symposium, nous avons affiché des posters sur les voitures escortant le cortège ».

La brochure d'information

La brochure d'information sur la Journée mondiale 2013 offre un bilan sur la situation de la peine de mort dans les Caraïbes, un argumentaire contre la peine de mort ainsi que des idées d'activités à mener. Elle a dû être imprimée en espagnol pour satisfaire aux besoins des membres présents dans les Caraïbes. Elle a été imprimée et diffusée en



près de 10 000 exemplaires en anglais, français et espagnol et a été téléchargée plus de 800 fois sur le site Internet de la Coalition mondiale.

Faits et chiffres sur la peine de mort

Ce document d'information sur l'application de la peine de mort dans le monde en 2012 et début 2013 est un document de référence pour tous ceux qui veulent connaître la situation de la peine de mort dans le monde.

FIDH (France) :

« Les documents étaient utiles pour avoir des informations de base, ce qu'il faut savoir, aussi bien sur la peine de mort que sur le thème choisi pour l'année 2013 ».

Fiche d'information détaillée sur l'évolution de la peine de mort dans les Caraïbes

La fiche est divisée en sept thèmes :

- la procédure suivie pour aboutir à une sentence de mort dans les Caraïbes ;

- les mécanismes régionaux des droits de l'homme,
- une comparaison entre les pays anglophones et hispanophones ;
- l'évolution de la jurisprudence régionale ;
- la peine de mort obligatoire ;
- les traitements cruels et inhumains
- et l'inefficacité de la peine de mort.

Elle était disponible en ligne en français et anglais et a été téléchargée plus de 700 fois.

Le kit de mobilisation

Réalisé pour guider les organisateurs, il propose des exemples d'action, donne des informations sur la Journée mondiale et le thème choisi. Par exemple, la partie « 10 choses que vous pouvez faire pour le 10.10 » propose 10 actions à mener dans le cadre de la Journée mondiale comme la participation à un projet artistique, l'organisation d'un événement ou l'envoi de lettres à des condamnés à mort. Il propose aussi 10 astuces pour une action réussie et fournit les contacts des membres par pays. Il était disponible sur le site de la Coalition mondiale en anglais, chinois, espagnol et français. C'est l'outil qui a été le plus téléchargé, plus de 1 440 fois toutes langues confondues. Il a aussi été

envoyé à près de 500 organisations dans le monde.

Les pétitions

À l'occasion de la Journée mondiale, la Coalition mondiale contre la peine de mort a demandé à Trinité-et-Tobago et la Barbade d'abolir définitivement l'imposition automatique de la peine de mort pour tous les crimes et au Guatemala d'abolir la peine de mort dans sa législation pour tous les crimes. Ces pétitions étaient aussi ouvertes à la signature sur la plateforme de pétitions en ligne change.org et téléchargeables dans les sept langues du site de la Coalition mondiale. La pétition pour Trinité-et-Tobago et la Barbade a récolté 9 159 signatures et celle pour le Guatemala, 12 705 signatures. Les pétitions seront remises aux autorités concernées après consultation avec les membres locaux de la Coalition mondiale courant 2014.

Le site Internet

Les pages « Journée mondiale » du site Internet de la Coalition mondiale ont été consultées plus de 23 700 fois avec un pic autour du 10 octobre. Entre le 9 et le 11 octobre, des personnes de 158 pays différents ont consulté le site Internet

de la Coalition mondiale, avec une forte représentation des pays des Caraïbes, par comparaison avec les années précédentes. À noter aussi que les pages en espagnol ont été plus lues que les années précédentes et devançant légèrement les pages en français, même si elles restent largement derrière les pages en anglais. La plupart des membres ont indiqué avoir consulté le site au moins une fois par jour aux alentours de la Journée mondiale, pour obtenir des informations, télécharger des documents et en savoir plus sur les activités liées au 10 octobre.

The Advocates for Human Rights (Etats-Unis) :

« J'ai utilisé le site Internet pour obtenir des informations sur les membres de la Coalition mondiale, sur les fiches d'information détaillées et les brochures des Journées mondiales précédentes, accéder à l'extranet... J'ai aussi téléchargé les documents de cette Journée mondiale et je les ai utilisés comme source d'information pour préparer mes présentations et documents ».

La peine de mort dans le monde

Pays abolitionnistes et non abolitionnistes

Au 1^{er} janvier 2014, plus de deux tiers des pays du monde ont aboli la peine de mort en droit ou en pratique :

- 98 pays ont aboli la peine capitale pour tous les crimes¹ ;
- 7 pays ont aboli la peine de mort pour tous les crimes sauf les crimes exceptionnels, tels que ceux commis en temps de guerre² ;
- 35 pays peuvent être considérés comme abolitionnistes de fait : la peine de mort est toujours prévue par leur législation, mais ils n'ont procédé à aucune exécution depuis au moins dix ans³.
- Ce sont ainsi 140 pays qui ont aboli la peine capitale *de jure* ou *de facto*.
- Mais 58 pays et territoires maintiennent la peine de mort⁴ et appliquent ce châtiment alors qu'une vingtaine de pays ont procédé à des exécutions en 2013⁵.

Progrès réalisés vers l'abolition mondiale de la peine de mort

Depuis 2002, 21 pays ont aboli la peine capitale pour tous les crimes (Albanie, Argentine, Arménie, Bhoutan, Burundi, Chypre, Gabon, Grèce, Îles Cook, Kirghizistan,

Lettonie, Mexique, Monténégro, Ouzbékistan, Philippines, Rwanda, Samoa, Sénégal, Serbie, Togo, Turquie).

Parmi les 54 États membres de l'Union Africaine, cinq États ont, de façon certaine, exécuté des prisonniers en 2013 : le Botswana, le Nigéria, la Somalie, le Soudan et le Sud-Soudan.

Sur le continent américain, les États-Unis étaient le seul pays à procéder à des exécutions en 2013.

En Europe, seule la Biélorussie continue à appliquer la peine capitale et à procéder à des exécutions.

Condamnations à mort et exécutions

En 2013, la grande majorité des exécutions recensées ont eu lieu en Chine, en Iran, en Irak, en Arabie Saoudite et aux États-Unis.

• Asie

Les statistiques nationales officielles sur l'application de la peine capitale en Chine restent un secret d'État, mais on estime que plusieurs milliers d'exécutions auraient eu lieu en 2013.

En Asie, il n'y a pas eu d'exécutions en Mongolie pour la cinquième année consécutive. Cependant, le recours aux exécutions au Bangladesh, en Corée du Nord, Inde, Indonésie, Japon, Pakistan, Taiwan et Vietnam est particulièrement préoccupant.

• Moyen-Orient

Selon les informations recensées par l'Abdorrahman Boroumand Foundation, l'Iran a exécuté au moins 715 personnes en 2013. En Irak, au moins 169 exécutions ont eu lieu en 2013, selon un décompte de l'AFP et l'Arabie Saoudite a exécuté au moins 78 condamnés, soit un de moins qu'en 2012.

• Amérique du Nord

Aux États-Unis, en 2013, 9 États ont procédé à des exécutions, ôtant la vie à 39 personnes (43 en 2012 et 2011, contre 46 en 2010 et 52 en 2009), portant ainsi à 1 359 le nombre total de personnes exécutées depuis le rétablissement de la peine capitale en 1977.

Après le New Jersey en 2007, le Nouveau Mexique en 2009, l'Illinois 2011 et le Connecticut en 2012, le Maryland est devenu le 18^e État à abolir la peine capitale au printemps 2013.



En 2013, Robert Gleason est exécuté à la chaise électrique en Virginie, USA. Photo : Une vieille chaise électrique, par Bertozzi-Casoni.

Méthodes d'exécution

Depuis 2002, les méthodes suivantes ont été employées



• Arme à feu

États-Unis
Autorité palestinienne [autorités du Hamas à Gaza]
Belarus
Chine
Corée du Nord
Émirats arabes unis
Gambie

Somalie
Taiwan
Yémen

• Décapitation

Arabie Saoudite

• Électrocution

États-Unis

• Pendaison

Afghanistan
Autorité palestinienne [autorités du Hamas à Gaza]
Bangladesh
Botswana

Inde
Irak
Iran
Japon
Pakistan
Soudan
Soudan du Sud

• Injection létale

Chine
États-Unis
Vietnam

• Lapidation

Afghanistan
Iran).

Sources : sauf indication contraire, les chiffres proviennent d'Amnesty international www.amnesty.org/fr/death-penalty et de Death Penalty Worldwide database www.deathpenaltyworldwide.org

Instruments internationaux en faveur de l'abolition

L'un des progrès majeurs réalisés ces dernières années réside dans l'adoption de traités internationaux par lesquels les États s'engagent à ne pas avoir recours à la peine capitale.

- **Le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques**, a été ratifié par 80 États. Quatre autres pays ont signé le Protocole, signifiant ainsi leur intention de devenir partie à cet instrument à une date ultérieure ;
- **le Protocole à la Convention américaine relative aux droits de l'Homme**, traitant de l'abolition de la peine de mort, a été ratifié par 13 états du continent américain ;
- **le Protocole n° 6 à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales** (Convention européenne des droits de l'Homme) concernant l'abolition de la peine de mort, a été ratifié par 46 États européens et signé par un autre ;
- **le Protocole n° 13 à la Convention européenne des droits de l'homme**, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, a été ratifié par 43 États européens et signé par 2 autres.

Le Protocole n° 6 à la Convention européenne des droits de l'homme prévoit l'abolition de la peine de mort en temps de paix et le **Protocole n° 13**, l'abolition totale de la peine de mort en toutes circonstances.

Les deux autres protocoles prévoient l'abolition totale de la peine capitale, avec la possibilité d'émettre une réserve pour la peine de mort en temps de guerre.

[2] La 11^e Journée mondiale contre la peine de mort consacrée aux Caraïbes



Informations tirées de la brochure et de la fiche d'information détaillée préparée par Jillian Rupnow du cabinet d'avocats Fredrikson & Byron P.A. à la demande de The Advocates for Human Rights.



Les Caraïbes sont composées de 25 nations indépendantes

(Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Belize, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, la Dominique, la Grenade, le Guatemala, le Guyana, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, Panama, la République Dominicaine, le Salvador, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-Grenadine, Sainte-Lucie, le Suriname, Trinité-et-Tobago et le Venezuela) et 14 territoires des États-Unis, de la France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni (Anguilla, Aruba, Îles Vierges britanniques, Îles Caïman, Guyane française, Guadeloupe, Île de Saint-Barthélemy, Martinique, Montserrat, Antilles néerlandaises, Porto Rico, Saint-Martin, Îles Turques et Caïques, et les îles Vierges des États-Unis).

10 pays sont abolitionnistes en droit : la Colombie, le Costa Rica, Le Salvador (pour les crimes de droit commun), Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, Panama, la République Dominicaine et le Venezuela. Certains ont aboli la peine de mort depuis plus

d'un siècle : à l'époque contemporaine, le Venezuela est le premier pays à avoir aboli la peine de mort en 1863, lors de son indépendance, suivi du Costa Rica en 1877, de Panama en 1903 et de la Colombie en 1909.

Tous ont voté en faveur de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies appelant à un moratoire mondial sur les exécutions en vue d'abolir la peine de mort - la majorité l'ont co-sponsorisée - et tous ont ratifié un traité international ou régional les engageant à ne pas réintroduire la peine de mort dans leur législation.

Seuls deux pays sont considérés comme abolitionnistes en pratique : la Grenade et le Suriname. Ils n'ont exécuté aucun prisonnier condamné à mort depuis 1978 et 1982 respectivement.

13 pays sont rétentionnistes : Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, Belize, Cuba, la Dominique, le Guatemala, le

Guyana, la Jamaïque, Saint-Kitts-&-Nevis, Saint-Vincent-et-Grenadine, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago. Même si la plupart de ces pays n'ont procédé à aucune exécution ces dix dernières années, Amnesty International les considère comme rétentionnistes, et non comme abolitionnistes *de facto*, car ils n'ont pas pour politique de ne procéder à aucune exécution et n'ont pris aucun engagement international dans ce sens.

Le paradoxe des Caraïbes : peu d'exécutions mais un noyau de pays fermement opposés à l'abolition

La dernière exécution dans les Caraïbes a eu lieu en 2008 à Saint-Kitts-et-Nevis ; il n'y en avait pas eu depuis 2003. Pourtant, nombreux sont les pays de la région qui maintiennent la peine de mort dans leur législation, appellent régulièrement à la reprise des exécutions et se font, au niveau international, les avocats de son utilisation.

Ainsi, lorsque Trinité-et-Tobago a ratifié la Convention américaine relative aux droits de l'homme, le pays a indiqué « *la peine de mort n'est pas une question en rapport avec les droits de l'homme* ».

Sept ans après cette ratification, Trinité-et-Tobago a dénoncé ce traité pour ne pas être engagé par ses implications concernant l'application de la peine capitale.

En 2008, la Jamaïque a voté pour maintenir la peine de mort dans sa législation. Plus récemment, en janvier 2013, le Président Raúl Castro a justifié la peine de mort à Cuba en ces termes : « *Nos lois permettent la peine de mort. Cette action a été suspendue, mais c'est dans les textes, et depuis que nous en avons suspendu l'exécution, cela n'a fait que stimuler les actes d'agression et de sabotage contre mon pays* ».

Dans le même ordre d'idées, des fonctionnaires gouvernementaux en Jamaïque et à Trinité-et-Tobago ont exprimé leur volonté que le nombre de condamnations et d'exécutions augmente. Récemment, Saint-Kitts-et-Nevis et Trinité-et-Tobago ont amendé leur législation pour accroître les types de preuves admissibles dans un procès pénal, notamment les déclarations de témoins qui se sont rétractés de leurs déclarations, ou qui ne peuvent pas témoigner devant la cour. En Jamaïque, certains articles de la Charte des droits et libertés fondamentales adoptée en avril 2011 semblent destinés à inverser les effets de la décision historique de 1993 du Comité judiciaire du Privy Council dans l'affaire *Pratt et Morgan c Procureur général de la Jamaïque*⁶.

Au Belize, un huitième projet de loi sur l'amendement de la Constitution a été

introduit en 2011 et avait pour objectif de modifier l'article 7 de la Constitution du Belize interdisant la torture et les peines ou traitements inhumains ou dégradants. L'amendement proposé aurait empêché certains recours constitutionnels concernant la peine de mort en déclarant que cette peine ne peut plus être considérée comme une violation de l'article 7⁷.

Dans les faits, la modification proposée aurait permis aux autorités de reprendre les exécutions. Ce projet de loi n'a cependant pas été adopté⁸.

Un neuvième projet d'amendement a ensuite été proposé qui interdirait « toute contestation devant un tribunal pour quelque motif que ce soit » concernant tout amendement à la Constitution du Belize. En d'autres termes, il aurait éliminé tout recours auprès tribunaux nationaux du Belize pour protéger les droits fondamentaux⁹. À la suite des efforts de plaidoyer, le neuvième projet d'amendement (renommé « Huitième amendement ») a été adopté fin 2011, mais sans les dispositions visant à restreindre la compétence des tribunaux en matière de droits fondamentaux¹⁰. Ces initiatives ont généralement pour objectif de lutter contre la violence liée à la drogue dans les pays des Caraïbes¹¹.

Au niveau international, neuf États (les Bahamas, la Barbade, Belize, le Guyana, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines et Trinité-et-Tobago) ont systématiquement voté contre la Résolution de l'Assemblée générale des Nations unies appelant à un moratoire sur les exécutions.

Six États (la Barbade, le Guyana, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-Grenadines et Trinité-et-Tobago) ont signé chaque Note Verbale de dissociation dénonçant cette Résolution. Cette opposition est telle que le vote des pays des Caraïbes contre ces résolutions représente plus du quart des voix opposées au moratoire universel.

Certains pays de la région ont également rejeté les recommandations faites par les organismes internationaux des droits de l'homme visant à réduire le recours à la peine de mort, voire à l'abolir¹². Par exemple, la Jamaïque, Trinité-et-Tobago et le Guyana se sont retirés du premier Protocole facultatif au PIDCP, qui permet aux individus qui ont épuisé toutes les voies nationales de déposer un recours auprès du Comité des droits de l'homme des Nations unies¹³.

Historiquement, les pays hispanophones de la région ont été à l'avant-garde de l'abolition de la peine de mort dans le monde. Alors que des pays comme le Venezuela, le Costa Rica, le Panama, l'Uruguay et la Colombie ont aboli la peine de mort il y a plus d'un siècle, d'autres comme la République Dominicaine et Haïti l'ont abolie plus récemment. Le Guatemala et Cuba maintiennent la peine capitale en droit, mais ils ont tous deux pris des engagements pour supprimer son utilisation¹⁴.

À l'inverse, la plupart des pays anglophones du Commonwealth conservent la peine de mort dans leur système pénal. Au niveau mondial, les États du Commonwealth représentent 38 % des États rétentionnistes.

Des réponses différentes à un taux élevé d'homicides

Selon la première étude mondiale sur les homicides publiée fin 2011 par le Bureau des Nations unies contre la drogue et le crime, l'insécurité n'a cessé de grandir et le nombre d'homicides a constamment augmenté dans la région depuis 1995. Alors que l'Amérique latine et les Caraïbes représentent 8,5 % de la population mondiale, la région concentre 27 % des homicides commis à travers le monde selon un rapport de 2012 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). A titre d'exemple, les homicides liés aux gangs en Jamaïque et à Trinité-et-Tobago ont presque doublé entre 2009 et 2012 par rapport à la période 2006-2009.

Toutefois, à ce jour, aucune étude scientifique n'a pu démontrer que le taux de criminalité est lié à l'application de la peine de mort.

Le Costa Rica, abolitionniste depuis plus d'un siècle, a un taux d'homicide faible, proche de celui d'Antigua-et-Barbuda, pays rétentionniste. À l'inverse, le Honduras, État abolitionniste en droit depuis 1956 a un taux de criminalité plus élevé que la Jamaïque rétentionniste.

La peine de mort est souvent une réaction populiste classique face à une recrudescence des crimes violents, mais elle ne résout pas les causes profondes de la criminalité. La plupart des gouvernements prennent conscience qu'il est désormais urgent d'agir en priorité sur la prévention et non sur la sanction.

Il existe des moyens de lutter contre la criminalité, comme l'augmentation des investissements en faveur de l'éducation, du développement de la jeunesse, de la création d'emplois ou la réduction de la pauvreté et des inégalités socio-économiques. Ces mesures constituent autant de pratiques observées dans certains pays des Caraïbes et semblent avoir un impact positif.

Le ministre de la Justice de Barbade, Adriel Brathwaite, a déclaré en octobre 2011 dans le *Barbados Advocate* :

« Il y aura toujours des crimes, mais ce que nous devons faire, c'est de réduire les circonstances qui poussent les gens à commettre ces crimes et en tant que pays, il vaut mieux dépenser notre temps, notre argent et notre énergie à essayer de s'attaquer à ces problèmes ».

Porto Rico a un statut spécial d'État « libre associé » aux États-Unis d'Amérique : si la Constitution de Porto Rico interdit expressément la peine de mort, une loi fédérale américaine (Federal Death Penalty Act, 1994) autorise les procureurs à requérir la peine capitale à Porto Rico depuis 1994¹⁵.



De plus, début 2010, le gouvernement local a signé un protocole d'entente avec le ministère de la Justice fédérale pour lui donner compétence concernant quelques affaires liées à des crimes violents. Un des effets secondaires de cet accord est l'augmentation des réquisitions de peine capitale validées ou en cours de validation par le ministère de la Justice américain.

Cependant, ni l'accord passé en 2010, ni la loi fédérale relative à la peine de mort de 1994 n'ont réussi à endiguer une criminalité de plus en plus violente dans l'archipel de Porto Rico.

Effet dissuasif de la peine de mort

La peine de mort est souvent défendue par ceux qui pensent qu'elle a un effet dissuasif et un impact positif sur les taux de crimes violents. Par exemple, à Trinité-et-Tobago, qui compte l'un des taux d'homicides les plus élevés du monde, les médias rapportent souvent que la peine de mort est défendue par une majorité de citoyens.

Ainsi, dans un récent sondage, 91 % des Trinidiens se sont déclarés en faveur du châtement capital¹⁶. Les membres de la classe politique de ces pays affirment souvent publiquement qu'ils soutiennent la peine capitale et désapprouvent les garanties procédurales qui rendent l'application de la

peine de mort plus compliquée et plus lente¹⁷. Cependant, les études sur les sondages d'opinion montrent qu'après avoir annoncé leur soutien à la peine de mort, la plupart des gens changent d'avis lorsqu'on les confronte à des cas concrets et à des informations supplémentaires.

Dans l'enquête susmentionnée menée à Trinité-et-Tobago, seulement 49 % des personnes interrogées soutenaient la peine de mort quand on leur soumettait des scénarios spécifiques.

Malgré une opinion publique favorable dans de nombreux pays des Caraïbes, aucune preuve ne permet d'étayer l'hypothèse dissuasive¹⁸. Cette conclusion est corroborée par les taux d'homicide enregistrés dans la région des Caraïbes, indiqués dans le tableau page suivante et qui ne montrent aucune corrélation entre les taux d'homicides et l'application de la peine capitale¹⁹.

Parmi les dix pays qui enregistrent les taux d'homicides les plus élevés, trois sont abolitionnistes et sept rétentionnistes.

Parmi les dix pays qui enregistrent les taux d'homicide les plus faibles, huit sont abolitionnistes et deux sont rétentionnistes. Au vu de ces chiffres, une nation caribéenne dont le taux d'homicides est élevé est plus à même d'être rétentionniste alors qu'une nation affichant un taux d'homicides faible a plus de chances d'être abolitionniste.

Taux de criminalité / état de l'abolition (Meurtres pour 100 000 habitants)

LES PLUS FORTS TAUX		LES PLUS FAIBLES TAUX	
Honduras	60.9	Grenade	4.9
Jamaïque	59.5	Cuba	5.5
Salvador	51.9	Dominique	5.9
Venezuela	47.2	Costa Rica	8.3
Guatemala	45.2	Antigua et Barbuda	8.5

■ abolitionnistes en droit ■ abolitionniste en pratique ■ rétentionnistes

Cinq résultats appuient la conclusion selon laquelle l'effet dissuasif de la peine de mort n'est pas, comme beaucoup (politiciens et médias) semblent le croire, une raison importante pour laquelle l'opinion publique soutient la peine de mort²⁰.

- Premièrement, ceux qui sont favorables à la peine de mort obligatoire placent l'argument de la dissuasion très bas dans leur liste de raisons : bien en dessous de la sanction.
- Deuxièmement, lorsqu'on demande ce que leur point de vue serait s'il était démontré par de nouvelles preuves scientifiques que la peine de mort n'a pas d'effet plus dissuasif qu'un emprisonnement de longue durée, la majorité des partisans de la peine capitale, en particulier de la peine de mort obligatoire, a déclaré que cette information ne les ferait pas changer d'avis.
- Troisièmement, quand ils ont été invités à juger différents scénarios et à donner les raisons de leur choix en faveur d'une condamnation à mort comme verdict approprié, seule une infime proportion (un peu plus d'un pour cent) ont spontanément mentionné son effet dissuasif.
- Quatrièmement, trois-quarts des partisans de la peine de mort estiment qu'il serait plus

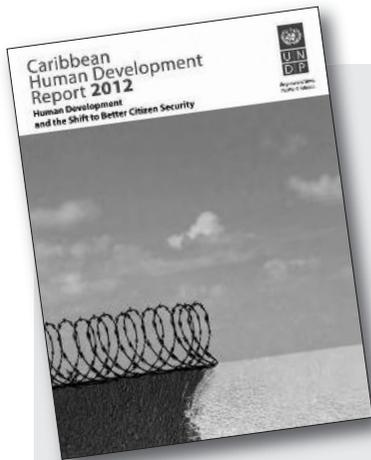
facile de juger des individus pour meurtre si la peine de mort obligatoire devait être abolie.

- Cinquièmement, quand on demande quelles mesures sont les plus efficaces dans la lutte contre les crimes violents entraînant la mort, seul un peu plus du tiers (36 %) de ceux qui sont favorables à la peine de mort obligatoire a déclaré « *un plus grand nombre d'exécutions des meurtriers* ».

Ce pourcentage baisse jusqu'à 21 % si nous tenons compte des personnes sondées. La mesure privilégiée était une politique sociale qui permettrait une meilleure éducation morale des jeunes.

De la même manière, une étude récente sur Trinité-et-Tobago, pays qui impose la condamnation à mort pour les personnes reconnues coupables de meurtres, a montré qu'entre 1950 et 1980, les taux d'homicides ont peu changé, malgré les exécutions pratiquées chaque année²¹. Des études similaires aux États-Unis et ailleurs montrent qu'il n'existe aucune corrélation positive entre les exécutions et les taux d'homicides²².

Indépendamment de l'opinion publique concernant l'efficacité de la peine capitale en tant que moyen de dissuasion face aux crimes violents, il n'y a aucune preuve qui puisse soutenir cette position.



Rapport sur le développement humain dans les Caraïbes 2012

« Dans la région, les sondages d'opinion et les titres de la presse continuent de traduire le sentiment d'une population contrainte de vivre avec le problème de la criminalité et de la violence. L'une des attitudes qui revient le plus souvent dans l'étude et reprise par les décideurs politiques est le soutien à la peine de mort. [...] »

Cette préférence pour une peine sévère peut s'expliquer par la montée de la criminalité et la politisation du crime. Comme le montre l'enquête sur la sécurité des citoyens du PNUD (UNDP Citizen Security Survey) de 2010, 63,2 % des répondants interrogés dans la région défendent la peine de mort. Ce soutien est plus fort dans les six pays du Commonwealth. Le Suriname fait figure d'exception avec seulement 35,7 % des répondants qui soutiennent la peine de mort. Cette ancienne colonie des Pays-Bas est plus proche de la position de l'Union européenne dans son refus de la peine capitale. Une majorité écrasante des citoyens des Caraïbes soutiennent la peine de mort. De ce fait, la classe politique utilise la défense de la peine capitale comme un véritable argument de campagne et continue de plaider en faveur de sa restauration²³ ».

« Le rapport 2010 du PNUD sur la sécurité des citoyens démontre que, malgré l'ambiguïté de l'opinion publique, l'utilité des politiques de prévention de la criminalité telles qu'un investissement accru dans l'éducation, le développement des jeunes, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté est pratiquement incontestée dans la région des Caraïbes. Les conclusions du rapport 2010 du PNUD sur la sécurité des citoyens montrent que, malgré le souhait de voir les criminels payer pour leurs crimes, les citoyens expriment également leur position résolument favorable à l'utilisation de méthodes qui font prévaloir l'intervention sociale²⁴ ».

Restriction de l'application de la peine de mort : la jurisprudence régionale détaillée

Procédure d'imposition de la peine de mort dans la région des Caraïbes

Pour les pays qui maintiennent la peine de mort, la procédure pénale est semblable dans toute la région des Caraïbes. La plupart des cas de peine de mort dans les pays des Caraïbes sont jugés en première instance devant une cour locale.

Les personnes reconnues coupables et condamnées à mort peuvent interjeter appel auprès d'une cour d'appel locale ou régionale. Enfin, en fonction du pays, un dernier recours peut être formé devant le Comité judiciaire du Privy Council de Londres (JCPC) ou la Cour de Justice des Caraïbes (CCJ).

La CCJ fut créée le 14 février 2001 par l'accord établissant la Cour de Justice des Caraïbes²⁵. Sa mission est de « protéger et promouvoir l'application de la loi en tant que cour de dernier ressort » ainsi que de garantir « l'accès, l'équité, l'efficacité et la

transparence, en rendant des décisions claires et justes dans les meilleurs délais²⁶ ». La CCJ est une institution hybride qui règle les différends au sein de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). C'est à la fois la plus haute cour compétente en droit civil et pénal pour la Barbade, le Belize et le Guyana et un mécanisme international chargé d'assurer l'application et l'interprétation du Traité de Chaguaramas instituant la Communauté des Caraïbes.

Les États membres de la CARICOM sont Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago.

Pour ces pays, la CCJ n'a toutefois pas compétence internationale pour recevoir les plaintes individuelles concernant des violations présumées des droits de l'homme. La CCJ a examiné son premier cas relatif à la peine de mort, *Boyce et Joseph c. Barbade*, et a rendu sa décision qui a fait jurisprudence en 2006.

La Cour suprême de la Caraïbe Orientale (ECSC) est une autre cour régionale. Elle a été créée en 1967 par l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO)²⁷. Les pays suivants relèvent de la compétence de la cour : Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et les Iles vierges Britanniques.

La Cour suprême de la Caraïbe Orientale est divisée en deux sections, la Haute Cour et la Cour d'appel. Les juges de la Haute Cour sont basés dans chaque État membre, tandis que les juges de la Cour d'appel sont basés à

Pays	Statut	CCJ	ECSC	JCPC	ACHR	P ACHR	ICCPR	OP1	OP2
Anguilla (UK)*	Abolitionniste		•	•			•	•	•
Antigua-et-Barbuda	Rétentionniste		•	•					
Antilles néerlandaises (NL)*	Abolitionniste						•	•	•
Aruba (NL)*	Abolitionniste						•	•	•
Bahamas	Rétentionniste			•			•		
Barbades	Rétentionniste	•			•		•	•	
Belize	Rétentionniste	•					•		
Colombie	Abolitionniste				•		•	•	•
Costa Rica	Abolitionniste				•	•	•	•	•
Cuba	Rétentionniste						•		
Dominique	Rétentionniste		•	•	•		•		
Grenade	Abolitionniste en pratique		•	•	•		•		
Guyane française (FR)*	Abolitionniste						•	•	•
Guadeloupe (FR)*	Abolitionniste						•	•	•
Guatemala	Rétentionniste				•		•	•	
Guyana	Rétentionniste	•					•	•	
Haïti	Abolitionniste						•		
Honduras	Abolitionniste				•	•	•	•	•
Saint-Barthelemy (FR)*	Abolitionniste						•	•	•
Iles Caymans (UK)*	Abolitionniste			•			•	•	•
Îles Turques-et-Caïques (UK)*	Abolitionniste			•			•	•	•
Îles Vierges américaines (USA)*	Rétentionniste				Signé		•		
Iles Vierges (UK)*	Abolitionniste		•	•			•	•	•
Jamaïque	Rétentionniste			•	•		•	Retrait (1997)	
Martinique (FR)*	Abolitionniste						•	•	•
Mexique	Abolitionniste				•		•	•	•
Montserrat (UK)*	Abolitionniste		•	•			•	•	•
Nicaragua	Abolitionniste				•	•	•	•	•
Panama	Abolitionniste				•	•	•	•	•
Porto Rico (USA)**					Signé		•		
République dominicaine	Abolitionniste				•		•		
Saint-Kitts-et-Nevis	Rétentionniste		•	•					
Saint-Martin (FR)*	Abolitionniste						•	•	•
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Rétentionniste		•	•			•	•	
Sainte-Lucie	Rétentionniste		•	•			•		
Salvador	Abolitionniste				•		•	•	
Suriname	Abolitionniste en pratique				•		•	•	
Trinité-et-Tobago	Rétentionniste			•	Retrait (1998)		•	Retrait (2000)	
Venezuela	Abolitionniste				•	•	•	•	•

* Territoires des Etats Unis, du Royaume Uni, des Pays Bas et de France dont l'application de la peine de mort et les ratifications de traités internationaux dépendent de ces pays

** Porto Rico est abolitionniste dans sa constitution, mais en tant que Commonwealth des Etats-Unis, la peine de mort fédérale s'applique

Cours d'appel régionales

- **CCJ** : Cour de Justice des Caraïbes
- **ECSC**: Cour suprême de la Caraïbe Orientale
- **JCPC**: Comité judiciaire du Privy Council

Commission inter-américaine des droits de l'Homme

- **ACHR**: Convention américaine relative aux droits de l'Homme
- **P ACHR**: Protocole à la Convention américaine relative aux droits de l'Homme

Comité des droits de l'Homme

- **ICCPR** : Pacte international relatif aux droits civils et politiques
- **OP1** : Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques
- **OP2** : deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Sainte-Lucie et se déplacent dans chaque territoire pour entendre les appels. Les recours en dernière instance se font devant le Comité judiciaire du Privy Council de Londres²⁸. La Cour suprême de la Caraïbe Orientale a rendu plusieurs décisions importantes concernant l'application de la peine de mort dans ses États membres.

En dépit de ces garanties procédurales apparentes, de nombreux pays rétentionnistes des Caraïbes sont confrontés à des défis qui conduisent à des violations du droit à une procédure équitable et notamment au dépassement d'un délai raisonnable pour le traitement du cas des personnes passibles de la peine de mort.

Ainsi, Amnesty International relève plusieurs facteurs qui contribuent à ces défaillances : trop grand nombre d'affaires à traiter ; un programme de protection des témoins inadéquat ; des jurés en nombre insuffisant ; des taux de criminalité élevés ; de faibles capacités médico-légales et des retards dans le traitement des échantillons ou empreintes par les laboratoires d'analyse²⁹.

Mécanismes de droits de l'homme régionaux

La Cour interaméricaine des droits de l'homme et la Commission interaméricaine des droits de l'homme ont été mises en place dans le cadre de la Convention américaine relative aux droits de l'homme, un traité régional qui est entré en vigueur le 18 juillet 1978³⁰.

Le traité a force obligatoire pour les vingt-cinq

nations qui l'ont ratifié (voir Tableau ci-après). En 1959, l'Organisation des États Américains avait créé, en vertu du traité, la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Cette dernière a plusieurs fonctions, dont celle d'analyser et enquêter sur les plaintes pour atteinte aux droits de l'homme, recommander les mesures que les nations devraient adopter pour protéger les droits de l'homme et présenter des dossiers à la Cour interaméricaine.

La Cour interaméricaine a été établie en mai 1979³¹. La compétence de la Cour n'est pas automatique pour les États ayant ratifié la Convention, car ils doivent aussi reconnaître explicitement sa compétence.

Parmi les pays anglophones des Caraïbes, seule la Barbade l'a reconnue.

Des dossiers sont ouverts auprès de la Cour interaméricaine lorsqu'une personne ou une nation partie au traité dépose une requête auprès de la Commission interaméricaine³². Celle-ci peut ensuite transmettre le dossier à la Cour qui pourra l'examiner.

La Commission et la Cour interaméricaines des droits de l'homme sont des instruments essentiels dans la protection des droits de l'homme et le développement de la jurisprudence relative à la peine de mort dans la région des Caraïbes.

Évolution de la jurisprudence régionale

Bien que chaque année des personnes soient condamnées à mort dans la région des Caraïbes, les exécutions sont de plus en plus rares, notamment grâce au développement de la jurisprudence dans la région des Caraïbes en matière d'application de la peine de mort.

Charles Elroy Laplace, Saint-Kitts-et-Nevis

Charles Elroy Laplace est la dernière personne à avoir été exécutée dans les Caraïbes, à Saint-Kitts-et-Nevis le 19 décembre 2008. M. Laplace a été pendu pour le meurtre de sa femme. Son cas illustre les défis auxquels sont confrontés les pays rétentionnistes pour garantir le droit à une défense adéquate des personnes passibles de la peine de mort. Les commentaires du Comité des droits de l'homme de l'ONU précisent que les accusés encourant la peine capitale doivent être assistés d'un avocat « à tous les stades de la procédure³³ ». Pourtant, il semble que Charles Laplace n'ait pas eu de représentation juridique adéquate pour tous les recours possibles après sa condamnation. La Cour suprême de la Caraïbe Orientale a rejeté son appel car il l'avait déposé après la date limite. Et bien que Charles Laplace ait pu faire un dernier recours auprès du Comité judiciaire du Privy Council, il ne l'a pas fait. Il est probable que le gouvernement n'ait pas fourni à Charles Laplace la représentation juridique nécessaire pour l'aider à déposer ces recours ou à solliciter une demande de grâce³⁴.

Inaugurée le 14 février 2001³⁵, la CCJ a rendu sa première décision relative à la peine de mort le 8 novembre 2006 dans l'affaire *Boyce et Joseph c. Barbade*. En l'espèce, la Cour a estimé que l'imposition obligatoire de la peine de mort violait le droit à la vie en raison de son caractère arbitraire et de son échec à restreindre le châtiment capital aux seuls crimes les plus graves³⁶.

Le Comité judiciaire du Privy Council (JCPC) a énoncé une restriction importante concernant la peine de mort dans l'affaire *Pratt et Morgan c. Jamaïque*, dans laquelle il a soutenu que les exécutions qui interviennent plus de cinq ans après la condamnation constituent une peine inhumaine ou dégradante³⁷. La Cour suprême de la Caraïbe Orientale (ECSC) a statué dans le même sens, considérant qu'il existe une présomption qu'un prisonnier ne peut être exécuté après avoir passé cinq ans dans le « couloir de la mort³⁸ ». Enfin, la Cour interaméricaine a déclaré que les pays rétentionnistes ne peuvent pas étendre l'application de la peine capitale à de nouvelles infractions³⁹.

Les organismes de droits de l'homme de la Commission interaméricaine et de la Cour interaméricaine ont émis de nombreux avis concernant l'application de la peine de mort dans les pays soumis à leur juridiction. En particulier, la Cour interaméricaine et de nombreuses cours nationales de la région des Caraïbes ont prononcé des décisions d'inconstitutionnalité de la peine de mort obligatoire⁴⁰. La Cour interaméricaine a également déclaré que si l'application de la peine capitale est appropriée dans certains cas, son application doit uniquement être limitée aux « crimes les plus graves⁴¹ ».

Ernest Lockhart, Bahamas

Ernest Lockhart a été condamné à mort pour le meurtre prémédité d'un autre homme. Ernest Lockhart avait 21 ans quand il a tiré de dos sur Caxton Smith.

Quand il a examiné le recours de Lockhart, le Comité judiciaire du Privy Council a appliqué un double critère, tel que défini dans l'affaire *Trimmingham c. La Reine* (2009).

Pour qu'un tribunal puisse prononcer une condamnation à mort, deux conditions doivent être remplies : 1) le crime doit être un des crimes les plus graves ; 2) il ne doit y avoir aucun doute raisonnable quant à la réhabilitation du condamné et la sanction ne doit pas pouvoir être remplacée par une autre peine.

Dans cette affaire, le Comité judiciaire a conclu que le meurtre commis par Ernest Lockhart ne faisait pas partie des crimes les plus graves qui méritent l'application de la peine de mort. Le Comité judiciaire a également utilisé le second critère et a noté que les preuves invoquées par le juge du tribunal de première instance n'étaient pas suffisantes pour justifier le prononcé de la peine de mort. Suivant la jurisprudence *Trimmingham*, le Comité judiciaire a affirmé que le rapport d'un psychiatre était nécessaire pour traiter correctement la question d'une éventuelle réhabilitation. Dans l'affaire *Lockhart*, la cour de première instance s'était fondée uniquement sur le rapport de l'officier de probation, ce qui a été jugé insuffisant par le Comité judiciaire pour justifier une condamnation à mort. Après renvoi du dossier aux tribunaux des Bahamas, Lockhart a finalement été condamné à 54 ans de prison⁴².

La peine de mort obligatoire

C'est à la fin des années 1990 que la question de la peine de mort obligatoire a été posée dans la région des Caraïbes, lorsque la Commission interaméricaine des droits de l'homme a commencé à recevoir un grand nombre de requêtes sur ce sujet.

A l'occasion des trois premiers cas, la Commission et la Cour interaméricaines des droits de l'homme ont établi que « *l'application automatique de la peine de mort sans tenir compte des circonstances individuelles de l'accusé est incompatible avec les droits à la vie, à un traitement avec humanité et à un procès équitable* »⁴³.

Dans la première affaire, *Hilaire, Constantine et Benjamin c. Trinité-et-Tobago*⁴⁴, les parties accusées de meurtre ont été condamnées à mort par pendaison, conformément à la loi relative aux atteintes à la personne de Trinité-et-Tobago⁴⁵. En vertu de cette loi, un juge ou un jury n'a pas de pouvoir discrétionnaire, après la condamnation, pour prendre en considération les circonstances particulières de l'affaire afin de déterminer la peine adaptée⁴⁶. La Cour a décidé que l'application obligatoire de la peine de mort constituait une privation arbitraire du droit à la vie, en violation de la Convention inter-américaine relative aux droits de l'homme⁴⁷.

L'affaire *Boyce c. Barbados* a constitué un deuxième tournant⁴⁸. Ici la principale difficulté résidait dans le fait que la Barbade avait émis une réserve quant à la Convention inter-américaine des droits de l'homme en s'opposant à ce que l'application et la méthode d'exécution du pays soient

examinées⁴⁹. Toutefois, la Cour a considéré que le texte de la réserve ne l'empêchait pas d'examiner le caractère obligatoire de la peine de mort⁵⁰.

La Cour a décidé que l'application obligatoire de la peine de mort violait le droit à la vie de la Convention américaine des droits de l'homme pour deux raisons. La première est que la loi de la Barbade ne faisait pas de distinction entre les meurtres involontaires et intentionnels, violant ainsi la lettre du traité visant à limiter l'application de la peine de mort aux « *crimes les plus graves* »⁵¹. La deuxième est que la Cour a estimé que, malgré la possibilité de solliciter une commutation de peine auprès de l'exécutif, la non-prise en compte des circonstances particulières de chaque cas entraîne une privation arbitraire du droit à la vie⁵².

Dans une affaire plus récente, *Cadogan c. Barbade*⁵³, il était une fois de plus question de l'impossibilité pour la personne condamnée de présenter des circonstances atténuantes afin d'éviter la peine de mort⁵⁴. La Barbade n'a pas contesté les principes de l'affaire *Boyce* selon lesquels la peine de mort violait la Convention américaine des droits de l'homme. L'État a même affirmé que la loi était en cours d'amendement conformément à l'affaire *Boyce*⁵⁵.

La Cour a toutefois déclaré que, non seulement la loi incriminée continuait d'exister, mais qu'elle avait en plus été appliquée dans le cadre de l'affaire *Cadogan* par la voie du jugement et de la condamnation à mort⁵⁶.

De ce fait, la Cour a estimé que la Barbade avait violé le traité en :

- ne procédant pas à l'amendement de sa

législation conformément à aux principes énoncés dans l'affaire *Boyce*

- en appliquant la peine de mort obligatoire dans l'affaire *Cadogan* après la décision prononcée dans l'affaire *Boyce*⁵⁷.

Les cours régionales d'appel ont suivi cette jurisprudence et, en 2001, la Cour suprême de la Caraïbe orientale a estimé que la peine de mort obligatoire prévue dans la Constitution de Sainte-Lucie était « *inhumaine et dégradante* ».

La Cour a appliqué le même raisonnement en Jamaïque en 2004 dans l'affaire *Watson c. La Reine* et en 2006 aux Bahamas dans l'affaire *Bowe c. La Reine*.

Dans trois décisions du Comité judiciaire du Privy Council rendues en 2002 à propos de Belize, Saint-Kitts-et-Nevis et Sainte-Lucie, il a été établi que la peine de mort obligatoire constituait un traitement inhumain car elle ne prenait en compte aucune circonstance atténuante.

Après ces décisions, les cours nationales de Sainte-Lucie, Dominique, Belize, les Bahamas, la Guyane, la Jamaïque et Grenade ont considéré que la peine de mort obligatoire était inconstitutionnelle et ont accordé aux juges le pouvoir discrétionnaire de prononcer des peines inférieures⁵⁸.

La Barbade n'a toujours pas amendé sa législation, malgré les décisions des affaires *Boyce* et *Cadogan*. En 2010, le Guyana a aboli l'imposition automatique de la peine de mort pour meurtre. La peine de mort reste cependant applicable pour certaines catégories d'homicide.

Actuellement, Trinité-et-Tobago et la Barbade sont les seuls pays de la région des Caraïbes qui maintiennent la peine de mort obligatoire⁵⁹. La Barbade aurait entamé une procédure d'abolition de la peine de mort obligatoire depuis qu'elle s'est engagée à le faire en 2009 afin de se conformer aux décisions de la Cour interaméricaine⁶⁰. Toutefois, à ce jour, la législation du pays n'a pas encore été modifiée.

Adriel Brathwaite, Ministre des affaires internes et Procureur général de la Barbade a annoncé en mars 2014 sa volonté d'abolir la peine de mort obligatoire. Trinité-et-Tobago maintient la peine de mort obligatoire même si le Comité judiciaire du Privy Council considère cette pratique comme une violation du droit constitutionnel à ne pas subir de peine cruelle et inhabituelle⁶¹.

Peine cruelle et inhumaine

Le Comité judiciaire du Privy Council et les organes régionaux des droits de l'homme ont également réussi à limiter le temps qu'une personne peut passer dans le couloir de la mort. Y passer plus de cinq ans a été considéré comme une violation du droit à ne pas subir de « traitements inhumains et dégradants ».

En 1993, dans sa décision de l'affaire *Pratt et Morgan contre le Procureur général de Jamaïque*, le Comité judiciaire du Privy Council a estimé que l'exécution de la sentence, après une période de temps excessive, violait le droit à un traitement humain. La décision a immédiatement profité à 50 prisonniers qui se trouvaient dans le couloir de la mort en Jamaïque et dont les peines ont été commuées en prison à vie.

Dans d'autres affaires concernant le Commonwealth caribéen, le Comité judiciaire du Privy Council a appliqué cette règle des cinq ans. Par exemple, en 1996 dans l'affaire *Guerra c. Baptiste*, le Privy Council a considéré que quatre ans et dix mois était une période trop longue à Trinité-et-Tobago. En 1997, dans l'affaire *Henfield c. Procureur général des Bahamas*, le Privy Council a estimé que trois ans et demi était un délai inapproprié.

Un autre problème relatif à l'interdiction des traitements inhumains concerne la méthode d'exécution dans les Caraïbes. La plupart des pays de la région pratiquent l'exécution par pendaison⁶². Bien que plusieurs recours aient été formés devant les cours régionales pour savoir si cette méthode constitue un châtiment cruel, inhumain ou dégradant, aucune décision définitive n'a encore été prise sur cette question⁶³.

Malgré le « caractère horrible et dégradant » du châtiment, de nombreux pays rétentionnistes de la région ont pris les mesures nécessaires pour que la forme du châtiment ne puisse pas être considérée comme inconstitutionnelle⁶⁴.

Toutefois, d'autres cours régionales, telles que la Cour européenne des droits de l'homme, ont estimé que cette pratique est inhumaine et dégradante, puisqu'elle est inefficace et très douloureuse⁶⁵.

[3] Une mobilisation sans précédent dans les Caraïbes



Membres fondateurs de la Greater Caribbean for Life
Photo: Francesca Donatelli <http://www.twistandshoot.it/>

L'acte fondateur du Réseau caribéen contre la peine de mort

Dans la région des Caraïbes, la société civile active pour l'abolition de la peine de mort est confrontée à une forte opposition aussi bien de la part des gouvernements que des opinions publiques. En octobre 2011, dans un effort conjoint visant à réduire le recours à la peine de mort dans la région, la première conférence internationale sur la peine de mort dans les Caraïbes s'est tenue à Madrid, en Espagne⁶⁶. Pendant cette rencontre, un Groupe de travail composé de membres d'organisations abolitionnistes du Belize, de la Jamaïque, de Porto Rico et Trinité-et-Tobago s'est formé.

Ce Groupe a commencé à réfléchir à la constitution d'un réseau abolitionniste dans les Caraïbes et a notamment fait plusieurs déclarations conjointes avec Amnesty International et co-organisé la conférence « *Moving beyond the death penalty debate in Trinidad and Tobago* » à l'Université des West Indies en octobre 2012.

La onzième journée mondiale contre la peine de mort consacrée à la peine capitale dans la région des Caraïbes a permis l'organisation d'une conférence et la création formelle du réseau « *Greater Caribbean for Life* » (Les Caraïbes pour la vie).

Une conférence régionale et un réseau abolitionniste pour lancer les actions aux Caraïbes

De nombreux militants, juristes, avocats et anciens condamnés à mort se sont retrouvés à Trinité-et-Tobago pour débattre des stratégies pour l'abolition et rejoindre le Réseau caribéen pour la vie. Cette conférence a aussi permis de renforcer la société civile locale dans la région, grâce à des activités de renforcement des capacités, la création d'outils prêts à l'emploi et la coordination des actions.

Le Réseau « *Greater Caribbean for Life* », une coalition d'individus et d'organisations abolitionnistes de la région, a officiellement vu le jour le 2 octobre 2013 avec l'adoption de ses statuts et l'élection de son premier Comité exécutif. Ce lancement est intervenu au terme de débats et de discussions entre des militants et des juristes de douze pays. Dans leur déclaration finale, ils se sont engagés à « *faire campagne pour l'abolition de la peine de mort, y compris en créant une culture de promotion et de protection des droits de l'homme* ».

À la veille de la fondation de ce réseau, une conférence sur le thème « *La peine de mort dans le contexte de la sécurité publique : ni juste, ni efficace* » a eu lieu à la Faculté de droit de l'Université des West Indies à Trinité-et-Tobago. La journée a donné lieu à des débats intenses et productifs sur plusieurs sujets liés au combat contre la peine capitale telle que la mobilisation de la jeunesse, l'éducation, la lutte contre la criminalité et l'administration de la justice, qui ont préparé

le terrain pour la stratégie du Réseau caribéen pour la vie.

Parmi les intervenants, Richard Blewitt, représentant du Programme des Nations unies pour le développement à Trinité-et-Tobago, a évoqué la perception de la sécurité par les habitants de la région. « *Un sondage auprès de 1 000 citoyens de Trinité-et-Tobago en 2011 a montré que 91 % d'entre eux sont en faveur de la peine de mort, mais seulement 26 % soutiennent les peines de mort imposées de façon automatique. La plupart des personnes interrogées ont également déclaré que l'augmentation du nombre d'exécutions serait la politique la moins susceptible de réduire la criminalité* », a-t-il déclaré.

La conférence a connu un moment poignant avec le témoignage de trois femmes membres du groupe de soutien « *Espoir* » dont des proches ont été assassinés. L'une d'elles, Merlyn Gowrie, a déclaré : « *Je ne vois pas pourquoi la peine de mort devrait exister : mon fils ne reviendra pas. Faites plutôt quelque chose contre le crime.* »

La conférence a accueilli plus de 100 personnes de nationalités et d'horizons différents (étudiants, prisonniers, gardiens de prison, avocats, diplomates, universitaires, journalistes et militants). Les médias l'ont largement couverte, aidant ainsi à sensibiliser une société dans laquelle l'opinion publique reste fortement favorable à la peine de mort.

De nombreux événements ont ensuite eu lieu dans la région, notamment une projection à Trinité et une tournée organisée par Amnesty International pour diffuser les témoignages de Selwyn Strachan, ex-condamné à mort à

Grenade, et Kevin Rivera Medina, avocat et représentant de familles de victimes à Porto Rico, dans trois pays : Grenade, la Jamaïque et la Dominique.

Depuis le 2 octobre 2013, le réseau abolitionniste caribéen a continué à se développer et le Comité exécutif, élu en octobre 2013, s'est réuni à Porto Rico les 11 et 12 janvier 2014 pour établir sa stratégie de lutte contre la peine de mort dans la région.

Un communiqué publié après la rencontre réaffirme que « *le but ultime du Réseau est d'aboutir à l'abolition permanente de la peine de mort dans chaque pays des Caraïbes ainsi qu'à la création d'une culture du respect du droit humain à la vie et à la dignité inhérente à tous les êtres humains. Les objectifs intermédiaires sont l'établissement d'un moratoire sur l'application de la peine de mort dans la région et l'abolition de la peine de mort obligatoire à la Barabade et à Trinité-et-Tobago* ».

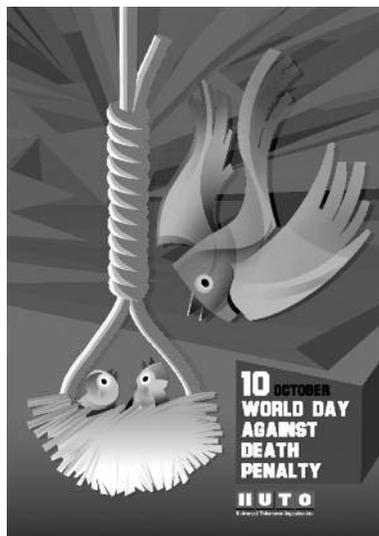
Le Réseau concentrera ses efforts sur les pays anglophones des Caraïbes, en les poussant notamment à « *au moins s'abstenir* » lors du prochain vote de la résolution des Nations unies appelant à un moratoire sur la peine de mort en décembre 2014. Le Comité exécutif du Réseau caribéen fera le maximum pour persuader les gouvernements de la région du bien-fondé d'un moratoire, tout en restant conscient des difficultés :

« *Nous savons qu'il est irréaliste de penser abolir la peine de mort dans les Caraïbes anglophones dans un avenir proche* », reconnaît la Présidente Leela Ramdeen. Elle ajoute : « *Après la constitution du Réseau caribéen, Chiara Sangiorgio d'Amnesty*

International ainsi que Nicole Sylvester et moi-même pour le Réseau avons rencontré le ministre de la Justice de Trinité-et-Tobago, qui nous a clairement indiqué que les ministres de la Justice des Caraïbes anglophones s'étaient réunis et avaient convenu de ne pas voter pour le moratoire ».

Le Réseau caribéen cherche aussi à « encourager Trinité-et-Tobago et la Barbade à abolir les peines de mort automatiques » car ces deux pays sont les seuls à conserver ces peines « scandaleuses », selon Ramdeen. Elle remarque que son propre pays, Trinité-et-Tobago, « s'accroche à la peine de mort sans s'intéresser aux causes profondes de la criminalité ni identifier les stratégies qui aideraient vraiment notre pays à aller de l'avant ».

Le 31 janvier 2014, le réseau « Greater Caribbean for Life » a été officiellement inscrit au registre des organisations à but non lucratif à Puerto Rico, lui conférant ainsi une existence légale⁶⁷.



Les prises de position dans la région

Alors que les événements de la Journée mondiale contre la peine de mort se déroulaient à une échelle sans précédent dans la région, militants locaux et organisations internationales ont pris clairement position contre la peine capitale dans les Caraïbes.

Jamais la Journée mondiale contre la peine de mort n'avait été aussi visible dans cette région. Choisie comme thème central de l'événement abolitionniste annuel à l'échelle internationale, la région a vu les citoyens de Trinité-et-Tobago invités à la projection d'un documentaire sur la peine capitale, les Portoricains ont pu rencontrer le D^r Luis Arroyo Zapatero, directeur du Réseau international universitaire pour l'abolition de la peine de mort, ou suivre une conférence sur la critique de la peine capitale dans l'œuvre du célèbre peintre espagnol Francisco de Goya ; un groupe d'anciens condamnés à mort et d'avocats a accompli une tournée dans trois îles des Antilles et la Commission nationale des droits de l'homme du Mexique a consacré une demi-journée à la question de la peine capitale en compagnie de diplomates, d'universitaires et de militants.

Le nouveau Réseau caribéen pour la vie a publié un communiqué pour la Journée mondiale, appelant « les gouvernements des pays qui conservent la peine de mort dans les Caraïbes à s'attaquer de façon urgente et

efficace à la criminalité, mais sans avoir recours à la peine de mort. Le nombre de meurtres a augmenté dans les Caraïbes au cours des 10 dernières années. Face à cette hausse de la criminalité, les gouvernements présentent la peine de mort comme une mesure de contrôle du crime, malgré l'absence de preuves quant à son effet dissuasif, et n'investissent pas dans des solutions plus efficaces qui permettraient de prévenir ou de réprimer le crime à long terme et répondraient aux besoins des victimes au moyen d'une approche réparatrice de la justice ».

Amnesty International, organisation membre de la Coalition mondiale, a soutenu cette position avec « Not making us safer »⁶⁸, une analyse détaillée de la criminalité, de la sécurité publique et de la peine de mort publiée le 10 octobre.

Le document rassemble des données complètes sur les taux de criminalité, le statut de la peine de mort et le droit international dans plusieurs régions du monde et conclut : « Dans les Caraïbes, il n'y a pas de corrélation entre le maintien de la peine de mort et la baisse des taux de criminalité. Six des dix pays qui ont le taux d'homicide le plus élevé de la région conservent la peine de mort (les Bahamas, Belize, le Guatemala, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis et Trinité-et-Tobago). À Saint-Kitts-et-Nevis, le nombre de meurtres est même passé de 23 à 27 dans l'année qui a suivi l'exécution de Charles Elroy Laplace en décembre 2008 ».

Dans un communiqué publié à l'occasion de la Journée mondiale, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a elle aussi « appelé tous les États membres de l'OEA qui utilisent encore la peine de mort

à l'abolir ou au moins à mettre en place un moratoire sur son application ».

La CIDH, organe de protection des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (OEA), a salué des progrès dans la région, notamment dans la réduction du nombre de condamnations à la peine de mort obligatoire : « Le développement des standards interaméricains établissant que la peine de mort contrevient à la Convention américaine et à la Déclaration américaine [des droits de l'homme], ainsi que l'interaction entre les organes des droits de l'homme interaméricains et les instances judiciaires du Commonwealth, entre autres facteurs, ont permis des progrès dans l'élimination des peines de mort obligatoires dans la majorité des pays caribéens. La CIDH s'attend à de nouveaux progrès dans cette direction jusqu'à ce que les peines de mort obligatoires condamnations à mort automatiques soient abolies dans tous les pays de la région ».

Les médias locaux ont eux aussi élargi l'espace consacré au débat sur la peine de mort. Ainsi, différents médias d'Antigua, de la Barbade, de la Jamaïque, de Trinité-et-Tobago, du Mexique et du Venezuela ont relayé l'information, tant sur les événements qui se sont déroulés autour du 10 octobre, que sur les positions de la Commission interaméricaine, de l'ONU et de l'Union européenne.

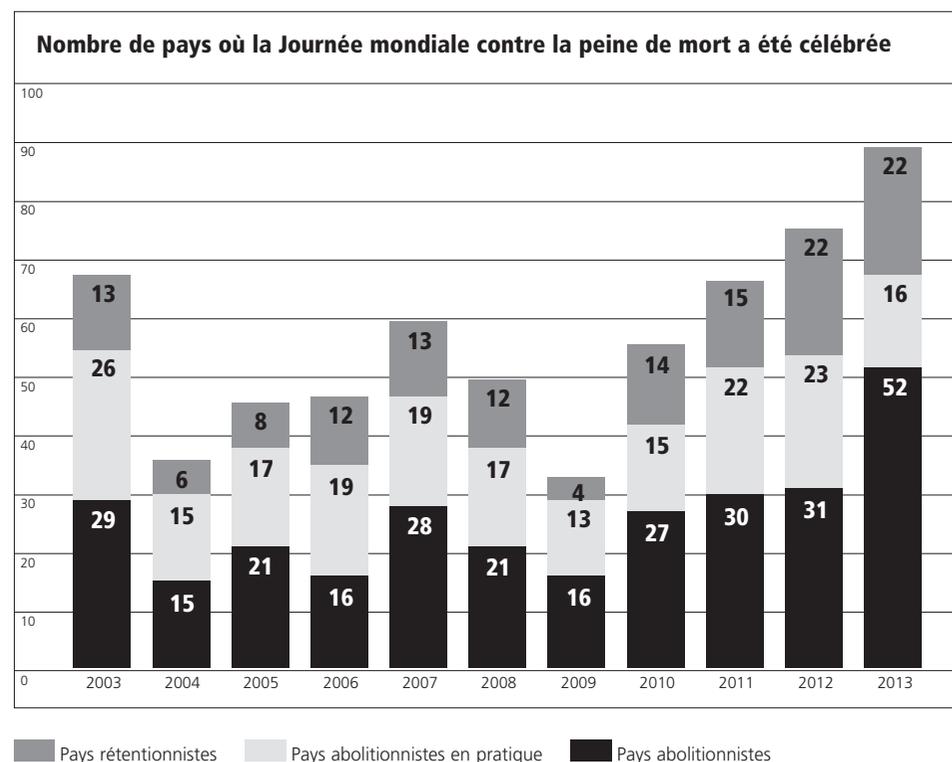
L'écho médiatique s'est aussi fait sentir dans les pays d'Amérique du sud et le nombre de coupures de presse en espagnol s'est considérablement accru en 2013.

La mobilisation reste forte dans le reste du monde

En 2013, 394 initiatives ont été recensées dans 90 pays répartis sur l'ensemble des 5 continents.

En 2012, 407 initiatives avaient été recensées dans 76 pays. Cet écart est lié à la mobilisation dans les pays européens, notamment de la part des quarante-deux ministres des Affaires étrangères européens qui ont signé un appel pour l'abolition de la peine de mort le 10 octobre.

Pour voir la liste complète des événements recensés par la Coalition mondiale, se référer à l'annexe 1.



Fiche pratique n° 1 COMMENT ORGANISER UN FESTIVAL DE FILMS SUR LA PEINE DE MORT

- **Associez-vous** avec des cinémas et avec d'autres associations dans votre pays.
- **Choisissez une thématique** pour le festival avec un titre accrocheur.
- **Choisissez une dizaine de films autour de cette thématique, en variant les pays et les cultures** (films européens, américains, asiatiques...), **les contenus et les sujets** (des cas d'innocence, le monde des condamnés à mort, la pression sociale que subissent les familles de victimes, les exécutions politiques, le mouvement abolitionniste, les enjeux sociaux et économiques, etc.) **et les genres** (films à grand spectacle, cinéma d'auteur, documentaires...).

Vous trouverez une liste de films sur la peine de mort dans le Kit de mobilisation pour la Journée mondiale.

- **Prévoyez de faire faire des sous-titres** si les films n'existent pas déjà dans votre langue.
- **Organisez des débats après les projections de film** afin de favoriser la discussion avec l'audience. Invitez des experts, des universitaires et des cinéastes pour interagir avec le public et approfondir leurs impressions sur le film et leur opinion sur la peine de mort.

Taiwan Alliance to End the Death Penalty organise tous les trois ans depuis 2004 un festival de film sur la peine de mort.



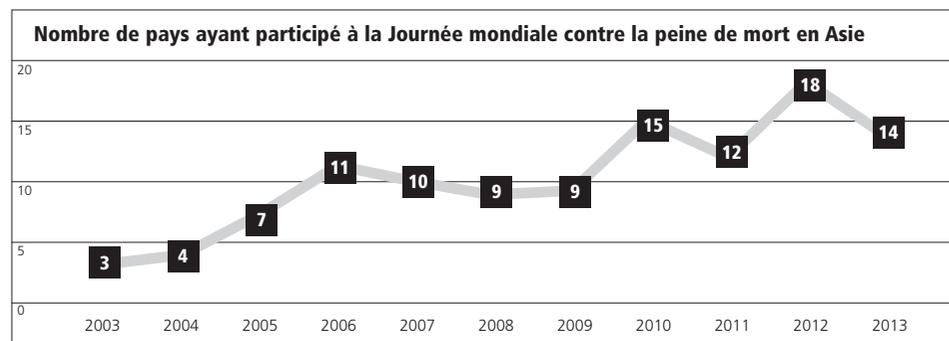
<http://taedp-film2013.blogspot.tw/>



ASIE - PACIFIQUE (97 événements dans 14 pays)

Dans la région où les condamnations et les exécutions sont les plus nombreuses, cette année a enregistré, pour la deuxième année consécutive, une importante mobilisation avec 97 événements (contre 81 en 2012, 57 en 2011 et 30 en 2010).

Ce grand nombre d'événements a été rendu possible notamment grâce aux Festivals de Films organisés à Taiwan et Hong Kong et à la conférence inter-régionale organisée par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies à Bangkok, Thaïlande.

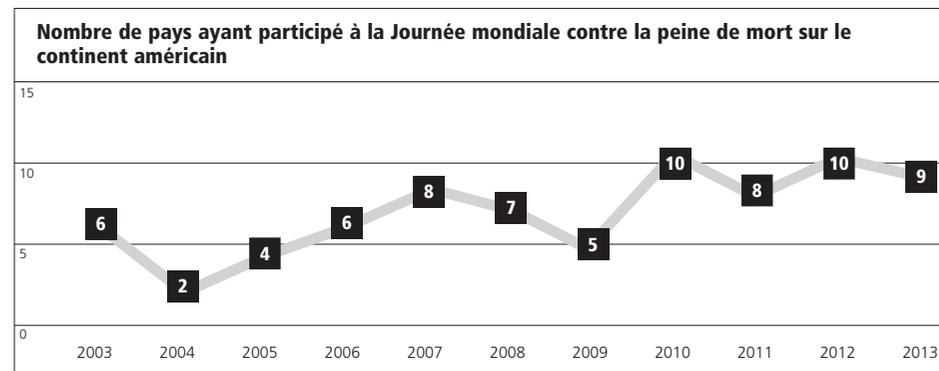


Pour en savoir plus, lire l'article en ligne :
« Des brèches dans la peine de mort en Asie ».
<http://www.worldcoalition.org/fr/thailand-china-asia-death-penalty-abolition-laos-brunei-myanmar-un-ohchr-adpan.html>

AMÉRIQUES (52 événements dans 9 pays)

En plus des Caraïbes où la mobilisation a été sans précédent en 2013, les membres de la Coalition mondiale aux États-Unis ont répondu à l'appel en nombre.

Ainsi, le Centre pour les droits constitutionnels et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) ont lancé un rapport conjoint sur la peine de mort aux États-Unis intitulé « Discrimination, torture et exécutions ».



Voir la vidéo (en anglais) :
<http://www.worldcoalition.org/usa-death-penalty-human-rights-analysis-race-torture-execution-ccr-fidh.html>



Lire le rapport (en anglais) :
<http://www.ccrjustice.org/death-penalty>

De même, pour célébrer la 20^e édition de la tournée de « Journey of Hope », une série d'événements ont eu lieu à travers l'État de l'Indiana du 10 au 18 octobre.

Une conférence sur trois jours a, à cette occasion, réuni les principales organisations abolitionnistes américaines, dont des personnes directement touchées par la peine de mort comme les familles de victimes de meurtre et des innocents.



Voir la vidéo (en anglais) :
<http://www.worldcoalition.org/indiana-pelke-zitrin-journey-hope-victims.html>



Pour en savoir plus (en anglais) :
<https://www.journeyofhope.org/on-tour/annual-journeys/2013-indiana/itinerary/>

Fiche pratique n° 2

TRAVAILLER AVEC LES UNIVERSITÉS

De nombreux événements sont organisés pour la Journée mondiale dans des universités qui proposent souvent de mettre à disposition des salles gratuitement et encouragent leurs étudiants à y participer. En 2013, ce fut le cas par exemple à Trinité-et-Tobago, Porto Rico, Hong Kong...

Contactez un professeur d'université, s'il y en a un, au sein de votre organisation ou de la société civile locale. Vous pouvez également demander à votre réseau personnel pour savoir si quelqu'un a des liens privilégiés avec l'université.

Contactez l'université et suggérez d'organiser conjointement des activités pour la Journée mondiale. Cela peut aussi bien être une intervention d'une heure dans un cours qu'une conférence de deux jours sur la peine de mort.

Si vous êtes en contact avec une faculté de droit, vous pouvez organiser quelque chose pour les étudiants en droit avec des avocats qui défendent des condamnés à mort par exemple.

Assurez-vous que vous êtes d'accord avec l'université sur ce à quoi elle est prête à s'engager (fournir une salle, des informations aux étudiants, une intervention officielle faite par le doyen,..)

Respectez les besoins de l'université, les heures d'ouverture (en particulier le week-end) et les mesures de sécurité, y compris la politique d'assurance.

Assurez-vous que vous avez suffisamment de matériel (affiches, dépliants, fiches d'information, etc.)

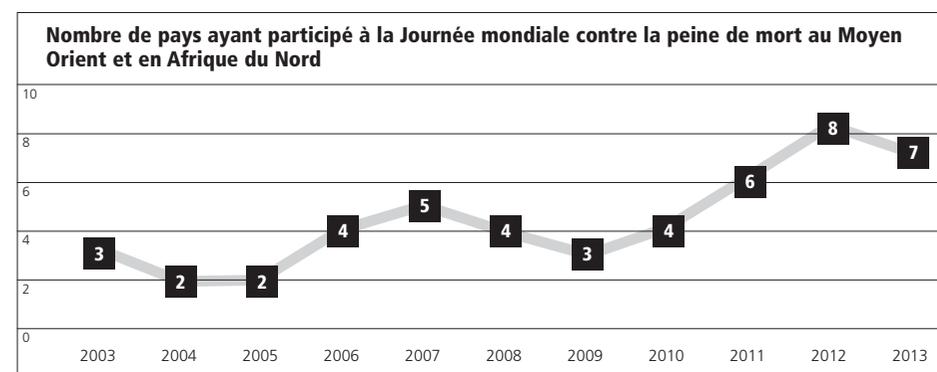
Faites la publicité de l'événement et assurez-vous que la taille de la salle permet un grand nombre de participants, si c'est ce que vous souhaitez.

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD (19 événements dans 7 pays)

En 2013, la mobilisation n'a été notable que dans les pays où la Coalition mondiale compte des organisations membres actives, comme au Maroc, en Tunisie ou au Liban.

Le déclin par rapport à l'année passée a été significatif puisque le nombre d'événements est passé de 40 à 19. L'organisation du Congrès régional contre la peine de mort à Rabat en 2012 avait permis d'impliquer un grand nombre d'abolitionnistes de la région, ce qui n'a pas été le cas en 2013.

Par ailleurs, de nombreux acteurs de la région étaient présents à Paris et à Genève pour deux conférences réunissant des parlementaires, et n'ont donc pas organisé d'événement dans leurs pays.



Pour en savoir plus sur le réseau parlementaire, lire l'article « Le mouvement abolitionniste se tourne vers les parlementaires »
<http://www.worldcoalition.org/fr/world-day-against-death-penalty-parliament-legislation-mps-icpd-ecpm-pri.html>



Et voir la vidéo :
<http://www.worldcoalition.org/fr/frank-warburton-video-interview-parlementaires-deputes-abolition-peine-mort.html>

Fiche pratique n° 3

LE RÉSEAU DES PARLEMENTAIRES CONTRE LA PEINE DE MORT AU MAROC (RPCPM)

Imaginé lors du Congrès régional sur la peine de mort, le premier Réseau des parlementaires contre la peine de mort au Maroc a été officiellement créé le 26 février 2013 à l'occasion de son Assemblée générale constitutive qui s'est tenue à la Chambre des Représentants à Rabat sous le thème « Le pouvoir législatif, acteur fondamental pour la protection du droit à la vie ». Après des délibérations portant sur les objectifs et missions du réseau, l'AG a adopté le texte fondateur qui a été signé par 208 parlementaires, membres des 8 groupes présents aux deux chambres du Parlement (Chambre des représentants et Chambre des Conseillers) (PAM, UC, PPS, PPS, Groupe socialiste, Istiqlal, RNI, MP) et de deux des principaux syndicats de la chambre des conseillers (UMT et FDT). Elle a également élu un bureau exécutif, composé de sept membres.

Grande première au monde, ce Réseau agit pour atteindre les objectifs suivants :

- 1 - Élaborer une proposition de loi visant à abolir définitivement la peine de mort.
- 2 - Inciter le Maroc à voter en faveur de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) relative à l'adoption d'un moratoire universel sur les exécutions,
- 3 - Convaincre le Gouvernement de ratifier le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au

Pacte international relatif aux droits civils et politiques traitant de l'abolition de la peine de mort.

4 - Demander aux autorités d'officialiser le moratoire sur les exécutions, en vigueur depuis 1993.

5 - Œuvrer pour l'amélioration des conditions de détention des condamnés à mort au Maroc.

6 - Soutenir tous les efforts de la société civile marocaine visant à abolir la peine de mort, en particulier ceux de la Coalition marocaine contre la peine de mort.

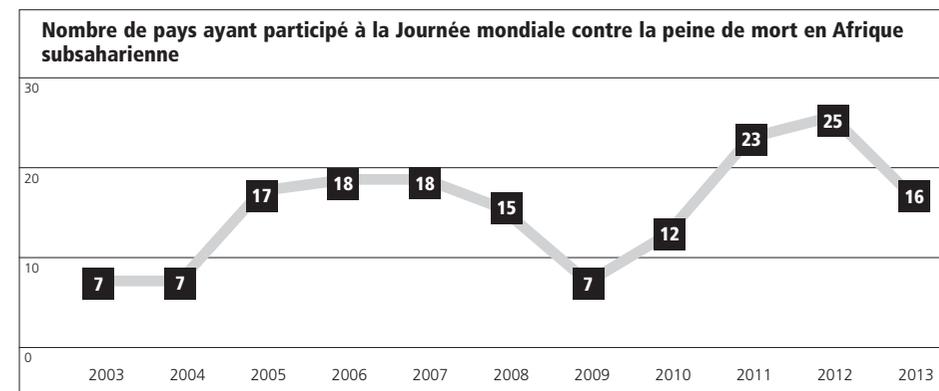
En juin 2013, lors du 5^e Congrès mondial contre la peine de mort, le Réseau a lancé un « appel à l'ensemble des parlementaires des États n'ayant pas encore aboli en droit la peine de mort, à créer des réseaux parlementaires contre la peine de mort dans leur propre pays, en coordination avec les mouvements abolitionnistes de la région, et en tirant profit des enseignements de notre expérience ».



Pour en savoir plus et lire le texte fondateur du réseau : http://www.tudert.ma/index.php?option=com_content&view=article&id=83&Itemid=87&la

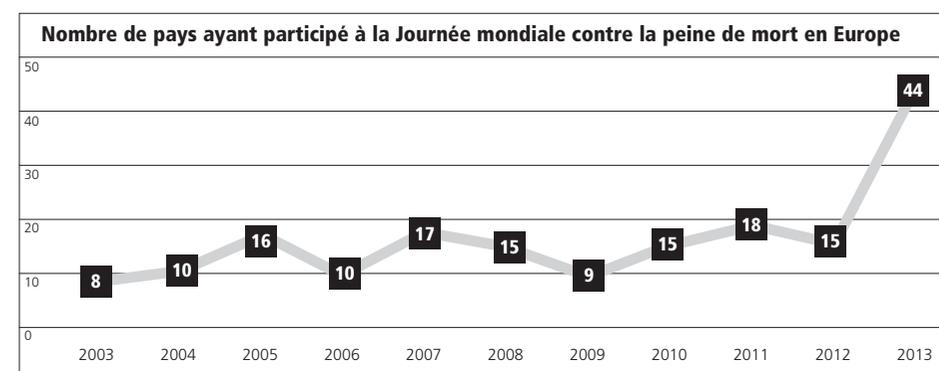
AFRIQUE SUBSAHARIENNE (60 événements dans 16 pays)

Comme au Moyen Orient et Afrique du Nord, la tendance en Afrique subsaharienne en 2013 a été à la baisse, avec 60 événements contre 99 en 2012. Le focus régional et les moyens limités de nombreuses organisations africaines n'ont pas permis cette année une mobilisation aussi grande qu'en 2012.



EUROPE (166 événements dans 44 pays)

Comme souvent lorsque la Journée mondiale est consacrée à une région du monde, la mobilisation est très forte en Europe. Outre la mobilisation des Ministres des Affaires étrangères de 42 pays du Conseil de l'Europe qui ont publié une déclaration conjointe le 10 octobre, cette année a été marquée par un programme de sensibilisation de l'opinion publique au Belarus et une implication des parlementaires dans le combat contre la peine capitale.



Pour en savoir plus, lire l'article « L'opinion divisée sur la peine de mort au Bélarus » en ligne : <http://www.worldcoalition.org/fr/belarus-death-penalty-opinion-poll-survey-penal-reform-international-helsinki-committee.html>



Fiche pratique n° 4

MENER UNE ENQUÊTE SUR LA PEINE DE MORT AUPRÈS DE L'OPINION PUBLIQUE

Voici quatre exemples récents de sondages d'opinion, faisant suite à la demande de la société civile et des chercheurs en Biélorussie, Malaisie, à Trinité-et-Tobago et en Chine.

1 L'opinion publique au Bélarus sur les crimes et châtements, y compris sur la peine de mort.

En 2013, à la demande de Penal Reform International, l'entreprise Satio a conduit un sondage afin de détailler l'état de l'opinion publique sur le crime, le châtement et la peine de mort en Biélorussie. Lors de cette étude, 1 000 personnes ont été interrogées.

Les résultats montrent que les opinions sur la peine capitale sont plus variées et plus nuancées que ce qui est souvent affirmé, alors que les attitudes du public au sujet de la criminalité en général sont fortement affectées par la position sociale, le contexte et les émotions des répondants.

Les principales constatations sont :

- le soutien à la peine de mort est seulement de 64 % - nettement moins que les 80 % qui ont soutenu la peine capitale dans un

référendum de 1996 ;

- les préoccupations concernant la sécurité personnelle semblent être une des principales raisons en faveur du soutien à la peine de mort ;
- trois-quarts des répondants ont estimé que condamner un innocent était pire que de laisser les coupables impunis.



<http://www.penalreform.org/resource/belarusian-public-opinion-crime-punishment-including-death-penalty/>

2 La peine de mort en Malaisie : l'opinion publique sur la peine de mort obligatoire pour meurtre, trafic de drogue et armes à feu.

Suite à la demande de Death Penalty Project en Malaisie, un sondage a été réalisé en 2013. On y constate que, tandis que la plupart des

gens répondent d'abord favorablement à la peine de mort lorsqu'on les interroge sur les condamnations à la peine de mort obligatoire, leurs opinions changent lorsqu'ils sont confrontés à des cas concrets et qu'ils disposent d'informations supplémentaires.

L'enquête a été menée par le professeur Roger Hood et D' Mai Sato et les questionnaires ont été administrés par la société d'études de marché indépendante Ipsos.



<http://portfolio.cpl.co.uk/DPP/Malaysia-report/1/>

3 L'opinion publique sur la peine de mort obligatoire à La Trinité.

Une enquête sur le thème très actuel de la peine de mort et plus précisément sur la condamnation obligatoire à la peine capitale pour certains crimes a été menée en 2010 sur un échantillon représentatif de 1 000 résidents de Trinité-et-Tobago, dont la quasi-totalité sont des citoyens.

Le sondage a été conçu par le professeur Roger Hood et le D' Florence Seemungal, une psychologue trinitadienne, de l'Université d'Oxford. Il a été commandé par Death Penalty Project à Londres en partenariat avec le projet pour les droits de la défense de la Faculté de

droit de l'Université des Antilles.

L'enquête a été réalisée par l'entreprise Market Facts and Opinions de Trinité-et-Tobago.



http://www.deathpenaltyproject.org/fulltexts/49/original/11.02.23_SUMMARY_EDITED_PO_REPORT_REVISSED_23_FEB1.pdf?1298482044

4 L'opinion publique sur la peine de mort en Chine.

L'Institut Max Planck de droit pénal international et étranger a mené la première étude à grande échelle de la population chinoise.

Lors de ce sondage, 4500 personnes, interrogées dans trois provinces, ont exprimé leurs opinions sur la peine de mort.

Le sondage a été mené à Beijing, Hubei et au Guangdong par le Centre de recherche pour la Chine contemporaine (RCCC) à l'Université de Pékin.

L'enquête s'est déroulée sous la forme d'entretiens individuels. Le travail de terrain a eu lieu entre le 1^{er} novembre 2007 et le 20 janvier 2008.



http://www.mpicc.de/shared/data/pdf/foerschung_aktuell_41.pdf

La couverture médiatique reste très importante

2013 : 453 coupures de presse dans 94 pays

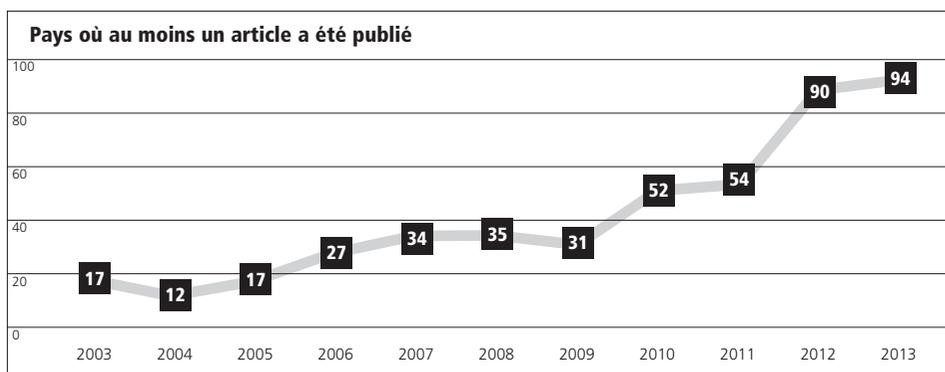
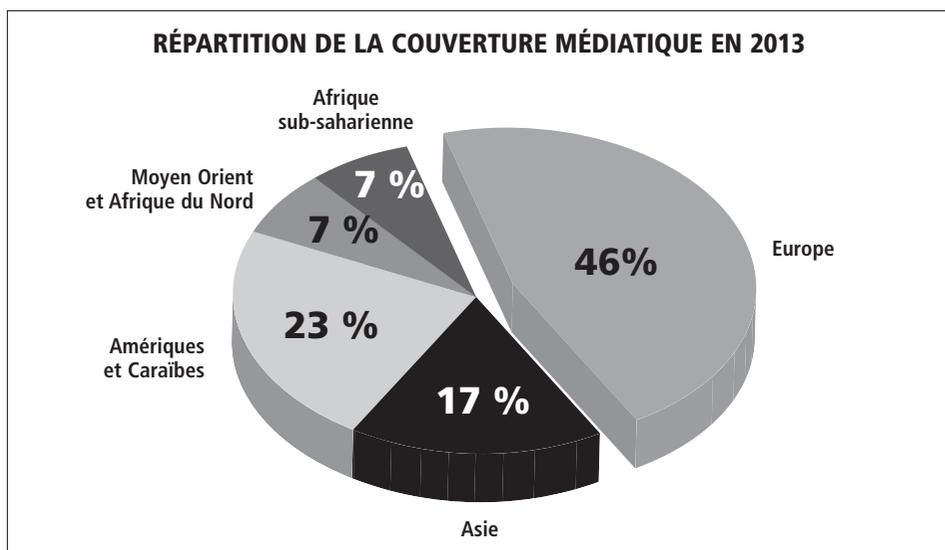
2012 : 370 coupures de presse dans 90 pays

2011 : 322 articles dans 54 pays

2010 : 280 articles dans 52 pays

La couverture médiatique a augmenté par rapport à 2012, qui était déjà une année record. Elle a notamment presque doublé en Asie et sur le continent américain. Elle reflète aussi la moindre mobilisation en Afrique et au Moyen Orient.

Pour voir la liste complète des événements recensés par la Coalition mondiale en 2013, se référer à l'Annexe 1.



Fiche pratique n° 5 REPORTAGES SUR LA PEINE DE MORT

FORMATION MÉDIA

Comment utiliser cette ressource

Cette ressource a été conçue pour présenter les connaissances de base et les informations nécessaires pour mener un atelier de formation sur un sujet donné et dans un format facilement accessible. Cette ressource est destinée à être adaptée et modifiée sur la base d'un recueil exhaustif de données et d'une préparation qui précède chaque atelier de formation. Les formateurs doivent créer leurs propres notes de présentation et matériaux ciblés, basés sur contenu de ces ressources de formation et kits d'information. La préparation doit aussi être réalisée en fonction des réalités particulières du terrain.

Objet

En traitant de la peine de mort, les médias ont à répondre à un certain nombre de questions. Ils doivent comprendre les implications de la peine de mort et des peines alternatives dans les droits de l'homme, ainsi que les politiques

pénales de leur pays. En outre, les médias doivent être en mesure d'aborder des sujets controversés qui sous-tendent l'utilisation de la peine de mort, notamment l'attachement de la société à cette forme de punition, et dans certaines sociétés, ses implications religieuses. En tant que tel, traiter de la peine de mort n'est pas toujours un processus simple, et les journalistes doivent adopter une approche nuancée.

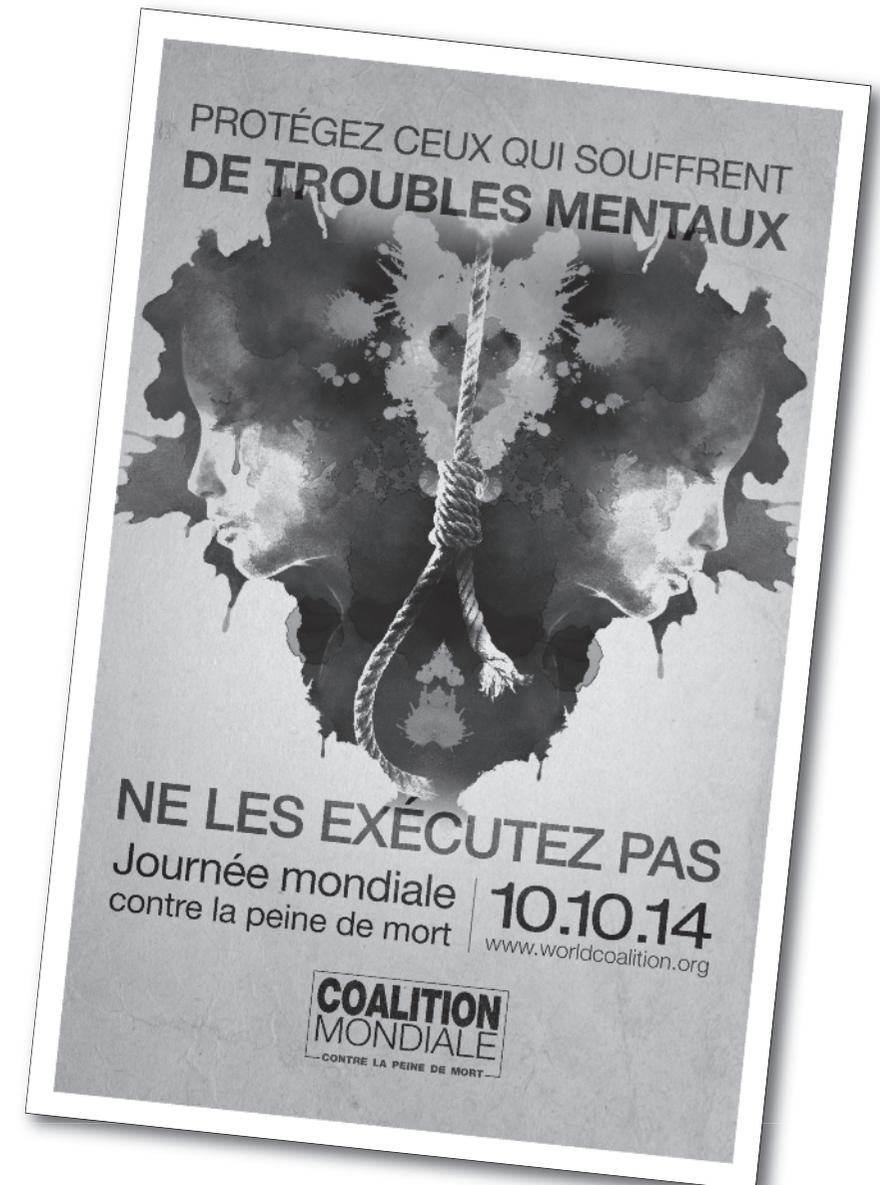
Objectifs d'apprentissage

- Démontrer aux journalistes comment démêler les enjeux sous-jacents à la peine de mort et comment trouver des angles d'approche convaincants.
- Fournir des définitions juridiques dans le but d'aider les journalistes et de s'assurer que leur article résiste à l'examen.
- Fournir différentes sources d'information aux journalistes.



Extrait du kit de formation pour les journalistes de Penal Reform International disponible ici : http://www.penalreform.org/wp-content/uploads/2013/08/PRI_TR_No_3_FRENCHReporting-on-the-death-penalty_WEB.pdf

[4] Les suites de la Journée mondiale



L'abolition de la peine de mort dans les Caraïbes

L'une des recommandations à l'issue de la 10^e Journée mondiale contre la peine de mort était de prévoir des activités sur le long terme pour que les événements liés à la Journée mondiale ne fassent pas l'objet d'une action unique, mais soit intégrées à des campagnes de longue durée. C'est chose faite avec la 11^e Journée mondiale qui s'inscrit dans la durée avec la création d'un réseau abolitionniste aux Caraïbes enregistré officiellement auprès des autorités à Porto Rico fin janvier 2014.

Dans le but d'assurer une continuité et de soutenir ce nouveau réseau, la Coalition mondiale a d'ailleurs décidé de tenir son Assemblée générale à Porto Rico en juin 2014. Ce sera l'occasion de revenir sur la peine de mort dans les Caraïbes et de participer au plan d'action adopté par le réseau en janvier dernier.

Poursuivre la mobilisation !

Les objectifs de la Journée mondiale 2013 ont été largement remplis : la dimension internationale du combat pour l'abolition de la peine de mort auprès des opinions publiques et des décideurs politiques s'est accrue, avec une reconnaissance croissante de la Journée mondiale dans les médias et par les organisations intergouvernementales (Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Commission interaméricaine des droits de l'homme, ONU, et les États, notamment en Europe et Amérique Latine.

Des progrès sont encore à faire dans les pays qui conservent la peine capitale pour renforcer la société civile abolitionniste et faire pression sur les États pour qu'ils mettent un terme définitif aux condamnations à mort et aux exécutions.

La Coalition mondiale devra notamment former davantage la société civile pour répondre aux arguments de ceux qui sont en faveur de la peine de mort et pour organiser des événements de grande ampleur. Des défis sont notamment à relever dans les pays rétentionnistes en Asie, au Moyen Orient et en Afrique comme en témoignent la mobilisation moindre et la couverture médiatique plus limitée cette année dans ces régions.

Pour répondre en partie à ces attentes, le Comité de pilotage de la Coalition mondiale a décidé, en décembre 2013, de ne plus consacrer de Journée mondiale à une seule région du monde, car cela revenait à exclure les autres, mais de toujours lier une thématique avec des pays de différentes régions pour que tous se sentent concernés.

Ainsi, l'édition 2014 sera consacrée à la santé mentale et la peine de mort avec des exemples en provenance du monde entier, celle de 2015 à la peine de mort pour délits liés aux stupéfiants, et celle de 2016 à la peine de mort en lien avec le terrorisme.

Par ailleurs, la Coalition mondiale essaiera dans la mesure du possible de tenir ses réunions dans des pays en lien avec la Journée mondiale, à commencer par l'Assemblée générale de 2014 qui aura lieu dans les Caraïbes.

[5]

Annexes

- 1] Liste des initiatives
- 2] Revue de presse
- 3] Membres de la Coalition mondiale
- 4] Notes

1]

Liste des initiatives : 394 dans 90 pays en 2013

Classement par zone géographique et par pays.

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

(60 ÉVÉNEMENTS DANS 16 PAYS)

[BÉNIN]

CREDH (Centre de Recherche et d'Éducation pour les Droits Humains)

Communiqué de presse

Institut pour la Promotion des Droits de l'Homme et l'Action Humanitaire et Amnesty International

Flash Mob

Stand d'information

Diffusion radiophonique

Collage d'affiches sur les murs de la ville, le tribunal et la prison

[BOTSWANA]

Ditshwanelo (Centre pour les Droits de l'Homme du Botswana)

Déclaration dans la presse à l'occasion de la Journée mondiale contre la peine de mort

[CAMEROUN]

Droits et Paix

Conférence de presse intitulée « La situation inquiétante de la peine de mort au Cameroun »

[RÉPUBLIQUE DU CONGO]

Mouvement abolitionniste du Congo-Brazzaville

Distribution d'affiches et de brochures contre la peine de mort

ACAT Congo Brazzaville

Conférence de presse commune de la FIACAT et ACAT CONGO diffusée au ministère de la Justice, aux ambassades et aux médias

Affichage et distribution de supports de communication sur la Journée mondiale

Participation à la cérémonie organisée par l'Association des droits de l'homme dans le système pénitentiaire (ADHUC)

[RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO]

CODHAS

Interventions dans six établissements d'enseignement secondaire de la ville de Goma, sur le thème principal « Mieux comprendre l'abolition de la peine de mort »

Conférence pour des étudiants en droit de l'université de Goma : « Pourquoi la RDC doit abolir la peine de mort »

CODHO

Lettre adressée au président du Salvador

Communiqué de presse

Visite de prison

Diffusion radiophonique

Comité des journalistes congolais contre la peine de mort

Campagne médiatique

Débat sur la peine de mort

Culture pour la Paix et la Justice (CPJ)

Appel en faveur de l'abolition au Congo

Pax Christi Uvira asbl

Conférence intitulée « Mettre fin au crime, pas à la vie »

Campagne auprès des jeunes, « Un mois de militantisme contre la peine de mort », en partenariat avec six universités et écoles

RADHOMA

Conférence sur la peine de mort

Distribution d'affiches

Rapport sur la situation au Congo

Communiqué de presse

UCPDHO

Conférence pour des étudiants de l'Institut d'Uvira

[CÔTE D'IVOIRE]

ACAT Côte d'Ivoire

Conférence de presse

Communiqué de presse

[GAMBIE]

Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

Déclaration à l'occasion de la Journée mondiale contre la peine de mort

[GHANA]

ACAT Ghana

Campagnes de porte à porte

Visites et discussions dans des écoles et des églises

Défilés de rue avec affiches et pancartes portant des messages clairs contre la peine de mort

[LIBERIA]

ACAT-Liberia (membres du bureau exécutif) et « Adolescent Girls New Outlook » (ANO-Liberia)

Visite de prison

Prière spéciale pour les détenus du couloir de la mort

Communiqué de presse

Rescue Alternative Liberia (RAL)

Rencontre d'acteurs clés de l'abolition de la peine de mort au Libéria

Rencontre avec des associations de la société civile

Distribution de matériel

[MADAGASCAR

ACAT

Débat sur le bien-fondé de l'abolition

Activités éducatives et d'information

Conférence de presse

Appel commun

[NIGER

Coalition Nigérienne contre la Peine de Mort

Projection d'un film

Conférence

Communiqué de presse

ACAT Niger

Communiqué de presse commun FIACAT et ACAT Niger diffusé dans les médias

[NIGERIA

HURILAWS

Déclaration dans la presse le 10 octobre : Journée mondiale contre la peine de mort

Legal Defence and Assistance Project (LEDAP)

Conférence de presse avec d'anciens détenus des couloirs de la mort

Appel pour l'abolition de la peine de mort et le maintien du moratoire

Commission nationale des droits de l'homme (NHRC)

Demande adressée au gouvernement fédéral de reconsidérer sa position sur la peine de mort pour les crimes capitaux

Commission nationale des droits de l'homme (NHRC), Association du barreau du Nigeria (NBA), Access to Justice, Programme pour le développement et le progrès juridiques (LEDAP), Civil Society Legislative Advocacy Centre (CISLAC) et Avocats sans frontières (ASFF)

Conférence sur le thème : « Mettons fin au crime, pas à la vie ».

Communiqué de presse

[OUGANDA

Foundation for Human Rights Initiative

Conférence sur la modification de la loi relative aux sanctions pénales

Témoignage des deux anciens détenus des couloirs de la mort

[SOUDAN DU SUD

Law Society du Sud-Soudan

Conférence rappelant aux gouvernements de remplir les obligations prises par leur vote en faveur de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies

Conférence de presse

[TOGO

ACAT-Togo

Communiqué de presse commun FIACAT et ACAT Togo diffusé dans les médias

[ZIMBABWE

Amnesty International

Marche publique à Harare

Amnesty International, Forum des ONG pour les droits de l'homme, Coalition des femmes, Association des avocates du Zimbabwe et Association du Zimbabwe pour la prévention du crime et la réinsertion des délinquants

Conférence et intervention de M. Emmerson du ministère de la Justice, des Affaires juridiques et parlementaires, en faveur de l'abolition de la peine de mort

AMÉRIQUE DU NORD, AMÉRIQUE DU SUD ET CARAÏBES

(52 ÉVÉNEMENTS DANS 9 PAYS)

[ARGENTINE

Commissaire Rodolfo Mattarollo (PIDCP) et Ambassadeur de l'Union européenne Alfonso Diez Torres

Article soutenant l'abolition

[CANADA

Amnesty International

Rapport détaillé sur la question de la dissuasion

Recueil de signatures pour la Barbade, Trinité et Tobago

Présentation dans un lycée à Trois-Rivières

Pétition en ligne pour les Caraïbes

Atelier et témoignage de Hamid Ghassemi-Shall

[RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Amnesty International

Speaker's tour avec Kevin Rivera Medina (Association du barreau de Porto Rico)

Réunions avec des représentants de la société civile, des avocats, des représentants du gouvernement et des prisons, et des parties prenantes de premier plan

[GRENADÉ

Amnesty International

Speaker's tour avec Kevin Rivera Medina (Association du barreau de Porto Rico)

Réunions avec des représentants de la société civile, des avocats, des représentants du gouvernement et des prisons, et des parties prenantes de premier plan

Éditorial par Selwyn Strachan, ancien détenu des couloirs de la mort de Grenada : « Time to end the myth that the death penalty reduces crime » (En finir avec le mythe de la peine de mort qui réduit le crime)

[JAMAÏQUE

Amnesty International

Speaker's tour avec Kevin Rivera Medina (Association du barreau de Porto Rico)

Réunions avec des représentants de la société civile, des avocats, des représentants du gouvernement et des prisons, et des parties prenantes de premier plan

[MEXIQUE]

Comisión Nacional de los Derechos Humanos

Séminaire avec des intervenants invités

National Institute of Penal Sciences et the Academic Network to Abolish Death Penalty

Ibero – Conférence américaine pour l'abolition de la peine de mort

[PORTO RICO]

Coalition portoricaine contre la peine de mort, Amnesty International Porto Rico et Consulat d'Espagne

Conférence « Francisco Goya – L'interdiction des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et l'abolition universelle de la peine de mort »

Communiqué de presse

Amnesty International Porto Rico

Rédaction d'une lettre sur la région des Caraïbes

Réunion avec des représentants de Trinité-et-Tobago

Réunion avec des représentants de Belize

[TRINITÉ ET TOBAGO]

Greater Caribbean For Life, en partenariat avec la Coalition portoricaine contre la peine de mort, Alpha Chambers, la Commission catholique pour la justice sociale, la Coalition mondiale contre la peine de mort, Amnesty International et la Communauté de Sant'Egidio

Conférence publique « La peine de mort dans le contexte de la sécurité publique : ni juste, ni efficace »

Réunion privée de Greater Caribbean for Life

Lancement officiel du réseau « The Greater Caribbean for life »

Vidéos d'experts présentant leur combat quotidien contre la peine de mort

Signature de pétitions

Déclaration finale le 2/10/2014

Réunion avec le procureur général de Trinité-et-Tobago

Diffusion média le 9/10/2014:
« La société civile des Caraïbes appelle les gouvernements à mettre fin au crime, pas à la vie »

Commission catholique pour la justice sociale

Semaine d'activités organisée par Respect for Life à Trinité et Tobago

États membres de l'UE et délégation de l'Union européenne à Trinité et Tobago

Projection publique gratuite du documentaire Into the Abyss

[USA]

Alaskans against the Death Penalty

Conférence avec des intervenants invités

American Civil Liberties Union of Colorado

Conférence de presse avec des organisations confessionnelles, pour la justice sociale et les droits civils

Amnesty International et Huston Group 23

Événement avec des intervenants invités

Rapport sur le recours à la peine de mort

Center for Human Rights & Initiative humanitaire pour les lois contre la torture, Center for Constitutional Rights (CCR), Fédération internationale pour les droits de l'homme (FIDH) et Hovard University

Conférence sur l'analyse de la peine de mort dans les prisons américaines du point de vue des droits humains, Washington College of Law, Washington D.C.

Table ronde organisée dans le cadre du lancement d'un rapport conjoint

Center for Constitutional Rights et Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH)

Rapport examinant le recours à la peine de mort aux États-Unis dans la perspective d'un cadre international des droits de l'homme

Vidéo intitulée « Race, Torture et Exécution »

Journey of Hope... from Violence to Healing (Le voyage de l'espoir... de la violence à la guérison)

Conférence à l'occasion de la Journée mondiale, avec Bud Welch, père d'une victime de l'attaque à la bombe d'Oklahoma City, opposé à la peine de mort

Exposition photographique sur la peine de mort – Par Scott Langley

Réunion annuelle de Indiana Abolition Coalition

Missourians for Alternatives to the Death Penalty

Conférence avec des intervenants invités

New Hampshire Coalition to Abolish the Death Penalty

Conférence : « Le chemin vers l'abrogation : mettre fin à la peine de mort dans le New Hampshire »

Seattle Social justice

Festival du film

Intervention orale de Helen Prejean

Texas Coalition to Abolish the Death Penalty

Diffusion radiophonique

The Advocates for human rights

Présentation sur les États-Unis et la peine de mort

Présentation d'un procès récent en Louisiane

Washington Coalition to abolish the Death Penalty

Discours sur la peine de mort

Stand d'information et recueil de signatures

Intervention orale de Jason Baldwin

Universal Tolerance Organization (U.T.O.)

Communiqué de presse

ASIE – PACIFIQUE

(97 ÉVÉNEMENTS DANS 14 PAYS)

Anti- Death Penalty Asia Réseau

ADPAN YouTube Campagne : vidéo lancée lors de la 11^e Journée mondiale afin de montrer pourquoi les membres et les sympathisants d'ADPAN s'opposent à la peine de mort

Déclaration commune des abolitionnistes en Asie dans le cadre de la 11^e Journée mondiale

Réseau des jeunes d'Asie Pacifique

Campagne en ligne pour la pétition de signatures contre la peine de mort en Asie-Pacifique en utilisant Twitter et Facebook

[AUSTRALIE]

Amnesty International Australie

Veillée aux chandelles sur la Journée mondiale contre la peine de mort pour prendre des mesures contre la peine de mort et plaider pour son abolition à Melbourne

Candlelight à Sidney

Candlelight à Adelaide

Candlelight à Parramatta

Lancement de magazine pour les jeunes en ligne

Communiqué de presse

Organisation des Nations Unies pour la Jeunesse

Projection du film « Ne pas enterrer mon cœur »

Reprieve

Ode à la suppression par le professeur Andrea Durbach

[CAMBODGE]

Bureau du Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme et de la délégation de l'UE au Cambodge

Article d'opinion publié dans les médias

Séminaire avec le gouvernement pour discuter de la ratification du Deuxième Protocole facultatif se rapportant au PIDCP

[CORÉE DU SUD]

Amnesty International

Conférence de presse à l'Assemblée nationale pour exhorter le gouvernement coréen à abolir la peine de mort

Panel de discussion sur l'introduction d'un projet de loi visant à abolir la peine de mort en Corée du Sud

Production d'affiches

Discussion de la Conférence sur la peine de mort organisée par la Délégation de l'UE à la Corée du Sud

[HONG-KONG]

Amnesty International Hong Kong

Documentaire sur les droits humains lors d'un Festival du Film. Projection de 7 films sur la question de la peine de mort au cours de 13 événements dans différents lieux à Hong Kong

Centre de droit comparé et public à l'Université de Hong Kong, le bureau de l'UE à Hong Kong et Macao et ADPAN

Conférence de deux jours sur la peine de mort en Asie

Débat public : « L'État a-t-il tort d'exécuter? »

[INDE]

Droits civils et la justice sociale Société (CRSJS)

Séminaire sur le thème « La peine de mort - la justice ou l'injustice »

Communiqué de presse

L'OP Jindal Global University, en liaison avec la délégation de l'UE à l'Inde

Débat jeunesse « Cette maison est d'avis que la peine de mort n'a pas sa place au XXI^e siècle »

[JAPON]

Centre pour les droits des prisonniers, Forum 90 et la délégation de l'UE au Japon

Symposium offrant des perspectives relativement à la peine de mort

Exposition des oeuvres d'art des condamnés à mort

Amnesty International

Manifestation contre la peine de mort

Communauté de Sant'Egidio

Conférence intitulée « Pas de justice sans vie »

[KAZAKHSTAN]

Réforme Pénale Internationale

5 célébrités kazakhs ont partagé leur opinion sur la peine de mort

Communiqué de presse

Publication du rapport « Lutte contre le terrorisme au Kazakhstan : Pourquoi la peine de mort n'est pas une solution »

Pour la Journée mondiale, Penal Reform International a soutenu deux députés kazakhs afin qu'ils puissent assister à la première réunion de l'Union interparlementaire. Les députés ont parlé de la situation de la peine de mort au Kazakhstan, où le Code pénal est en cours de révision et peut changer les infractions passibles d'une peine de mort

[MONGOLIE]

Amnesty International

Discussions de film sur « La vie de David Gale » dans les universités

Distribution et traduction des documents sur la peine de mort

Activités d'écriture de la lettre sur le cas d'Ahmad Badawi Nuri (Irak)

[NÉPAL]

Amnesty International

Collecte de signatures pour l'action d'urgence émise au nom de Ghazi Abbasi (Iran)

Événement public tenu à Katmandou

Événement public tenu à Lalbandhi

[NOUVELLE-ZÉLANDE]

Amnesty International

Les travaux sur l'action sur l'Inde

[PAKISTAN]

Commission des Droits de l'Homme du Pakistan

Une journée de séminaire sur la peine de mort

Appel à un examen approfondi du régime de la peine de mort dans le pays

[TAIWAN]

Taiwan Alliance to End the Death Penalty

4^e Festival du Film : « Murder by Numbers », projection de 15 films sur la peine de mort dans quatre villes différentes au cours de 35 événements

Forum international sur la justice pénale des invités internationaux à Taipei

Forum international sur la justice pénale des invités internationaux à Taizhong

Conférence publique par l'avocat japonais Yoshihiro Yasuda à Taipei

Une délégation de la Taiwan Alliance s'est rendue au bureau de Singapour pour fournir la Déclaration conjointe des abolitionnistes d'Asie lors de la 11^e Journée mondiale

Une délégation de la Taiwan Alliance s'est rendue au bureau de Malaisie pour fournir la Déclaration conjointe des abolitionnistes d'Asie lors de la 11^e Journée mondiale

Une délégation de la Taiwan Alliance s'est rendue au bureau de la Thaïlande pour fournir la Déclaration conjointe des abolitionnistes d'Asie lors de la 11^e Journée mondiale

[TADJIKISTAN

La réforme pénale internationale
4 personnes célèbres au Tadjikistan ont
partagé leurs opinions sur la peine de mort
Communiqué de presse

[THAÏLANDE

Amnesty International

Projection de film
Expositions affiche
Collection de signatures
Panel de discussion avec les membres du
Parlement, des organismes
gouvernementaux et des étudiants

Ambassade française

Réunion d'affaires sur la peine de mort

Bureau du Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en coopération avec le ministère thaïlandais de la Justice

Séminaire sur l'éloignement de la peine de
mort en Asie du Sud-Est

Réunion des représentants de plusieurs
gouvernements d'Asie du Sud pour
discuter sur la peine de mort

MOYEN ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

(19 ÉVÉNEMENTS DANS 7 PAYS)

[ALGÉRIE

Amnesty International et la délégation de la Commission européenne

Débat sur l'abolition de la peine de mort

CDDH de Bejaia

Conférence « L'abolition de la peine de
mort en Algérie : entre l'application du gel
du moratoire et un cheminement vers sa
remise en cause »

[IRAN

Abdorrahman Boroumand Foundation

Lettre d'information de Persian newsletter
exposant les résultats de ses dernières
recherches sur les exécutions en Iran

Traduction en persan de The Death Penalty
vs. Human Rights : Why Abolish the Death
Penalty ? et publication en ligne du rapport
(Peine de mort contre droits de l'Homme :
pourquoi abolir la peine de mort ?)

[LIBAN

Association Justice and Mercy (AJEM) et la Coalition libanaise contre la peine de mort

Manifestations dans les souks de Beyrouth

Coalition libanaise contre la peine de mort

Sit-in devant le tribunal de Beyrouth

Conférence de presse

[MAROC

Coalition marocaine contre la peine de mort et Amnesty International

Réunion publique

Conférence de presse

Production de supports : affiches, pétitions
et brochures

Sit-in devant le parlement marocain

Événement de théâtre de rue dans la ville
de Khmissate

Participation à deux programmes télévisés
nationaux

[PALESTINE

Human Rights and Democracy Media center « SHAMS »

Déclaration diffusée en anglais et en arabe
à l'occasion de la Journée mondiale contre
la peine de mort

[TUNISIE

Coalition tunisienne contre la peine de mort et Amnesty International

Appel en faveur de l'abolition

Réunions et débats sur la peine de mort

Lettre ouverte invitant les partis politiques à
prendre position sur la peine de mort

Communiqué de presse

[YÉMEN

Délégation de l'Union européenne au Yémen et Bureau national du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Déclaration lors de la Journée mondiale et
Journée européenne contre la peine de
mort témoignant de la satisfaction de
l'UNICEF à l'égard des mesures prises par
les autorités yéménites pour mettre fin à la
peine de mort concernant les enfants

EUROPE

(166 ÉVÉNEMENTS DANS 44 PAYS)

[ALBANIE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour
l'abolition dans le monde

[ALLEMAGNE

Amnesty International

Communiqué de presse

Recueil de signatures pour la Barbade,
Trinité et Tobago

Production de flyers, affiches, articles et
statistiques publiés dans les journaux
d'Amnesty

Pétition en ligne

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour
l'abolition dans le monde

[ANDORRE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour
l'abolition dans le monde

[AUTRICHE

Amnesty International

Stand d'information

Rapport « Les condamnations à mort et les
exécutions en 2012 »

Lobbying autour du procès de Fatima
Hussein Badi

Distribution de flyers

Recueil de signatures pour la Barbade, Trinité et Tobago

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[BIÉLORUSSIE]

Comité Helsinki du Belarus

Présentation des résultats d'une vaste enquête sur les connaissances de la population sur la peine de mort dans le pays et les raisons de la soutenir ou de s'y opposer

Centre des droits de l'Homme de Viasna

Diffusion du podcast « Rock for human rights » dédié aux différentes perceptions de la peine de mort dans la culture rock

Documentation web sur le sujet

Matériel de vidéo comprenant de nouvelles vidéos du cycle « Six arguments contre la peine de mort »

Discussion avec des étudiants

Conférence de presse avec des membres de la famille de condamnés à mort

Concert contre la peine de mort

Présentation du projet musical « The last down »

Penal Reform International

Conférence de presse avec 15 journalistes d'État et indépendants à l'occasion de la publication des conclusions de l'étude

Table ronde avec 19 rédacteurs en chef et directeurs de médias indépendants pour définir des moyens d'améliorer la couverture médiatique de la question de la peine de mort

Table ronde avec 38 participants (gouvernement, instances judiciaires, diplomates, ONG, universitaires) pour discuter des conclusions de l'étude

[BELGIQUE]

Barreau de Liège

Conférence avec Antoinette Chahine

Ordre des barreaux francophones et germanophones de Belgique

Publication de « La tribune »

Sant'Egidio

Conférence avec des intervenants invités

Communiqué de presse

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[BOSNIE-HERZÉGOVINE]

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[BULGARIE]

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[CROATIE]

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[CHYPRE]

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[RÉPUBLIQUE TCHÈQUE]

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[DANEMARK]

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[ESPAGNE]

Ilustre Colegio de Abogados de Madrid (ICAM)

Conférence avec des intervenants invités

Ilustre Colegio de Abogados de Valencia (ICAV)

Conférence

Communiqué de presse

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[ESTONIE]

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[FINLANDE]

Amnesty International

Organisation d'un événement pop-up restaurant avec les derniers plats choisis par des détenus des couloirs de la mort

Recueil de signatures pour l'action urgente lancée par Amnesty International en soutien à Mabruk bin Ali al-Sai'ari, un saoudien menacé d'exécution

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[FRANCE]

ACAT France

Actions d'information et activités éducatives

Appel en faveur de l'abolition

Présentation de la situation de la peine de mort dans le monde

Lettre adressée au président du Guatemala

Concert de Gospel

Exposition à Limoges

Conférence « La Peine de Mort, pourquoi ? »

Communiqué de presse

Sensibilisation à Auch

Réunion publique à Auch

Amnesty International

Die-in à Lille

Die-in à Marseille

Concert à Marseille

Manifestation contre la peine de mort

Communiqué de presse

Signature d'une pétition

Vente d'un livre visant à financer les activités de l'association

Conférences (Limoges, Lyon)

Débats après la projection de films ou après des représentations théâtrales (Le Havre, Fontenay le Comte, Grenoble)

Interviews dans les journaux locaux

Avocats sans frontières

Activités d'information

Communiqué de presse

Barreau de Paris

Communiqué de presse
Activités d'information

Collectif français de soutien à Mumia Abu-Jamal

Signature de pétitions
Projection du film « Ma vie entière en prison » suivie d'un débat dans plusieurs villes
Envoi d'une délégation à l'ambassade du Guatemala à Paris pour demander l'abolition de la peine de mort

ECPM

Séminaire de parlementaires sur l'abolition de la peine de mort en Afrique du Nord et au Moyen-Orient au Sénat et devant l'assemblée parlementaire à Paris
Réunion privée avec l'organisation de la Francophonie et des parlementaires de pays francophones
Représentation théâtrale : « C'est combien d'années la perpétuité ? »
Organisation d'activités éducatives dans des écoles, du 8 au 11 octobre

FIACAT

Mobilisation au sein du réseau
Communiqué de presse
Interview dans des journaux

FIDH

Publication des dernières conclusions du rapport sur l'Iran et analyse des nouvelles lois pénales mises en œuvre dans le pays
Editorial avec signatures de Robert Badinter, Karim Lahidji et Florence Bellivier
Lettre ouverte adressée aux partis politiques tunisiens, appelant à l'abolition de la peine de mort en Tunisie
Diffusion de vidéos sur la peine de mort en Afrique

Campagne en ligne pour la Journée mondiale, avec une sélection d'articles sur la peine de mort

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[GRÈCE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[HONGRIE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[IRLANDE

Amnesty International

Stands d'information et signature de pétitions

[ISLANDE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[ITALIE

Amnesty International

Stand d'information et recueil de signatures à Agrigente
Stand d'information et recueil de signatures (avec musique et lectures) à Ancona
Stand d'information et recueil de signatures à Arese

Flashmob à Arese

Stand d'information et recueil de signatures à Bologna

Recueil de signatures à Calvi Risorta (CE)

Exposition de photographies à Calvi Risorta (CE)

Concert du groupe « Figli di un Dio minore » à Calvi risorta

Musique live et vidéos sur le thème « Mort à la peine de mort » à Catania

Stand d'information et recueil de signatures à Formia

Lecture du livre d'Orianna Fallaci « Un Uomo » à Formia (LT)

Conférence sur les violations des droits de l'homme au Belarus, à Genève

Projet éducatif à Lucca

Stand d'information et recueil de signatures à Lucca

Stand d'information et recueil de signatures à Imbersago

Stand d'information et recueil de signatures à Milan

Concert à Milan

Manifestation avec des images à Milan

Stand d'information et recueil de signatures à Perugia

Conférence de presse à Piacenza

Concert à Rome

Stand d'information et recueil de signatures à Rome

Stand d'information et recueil de signatures à Somma Lombarda

Conférence à Teramo

Conférence à Turin

Conférence sur la situation au Belarus, à Trieste

Conférence à Florence, « Peine de mort : le chemin vers l'abolition »

Comité Paul Rougeau

Projection du documentaire « No Vale la Pena »

Coalition italienne pour l'abolition de la peine de mort

Cérémonie pour la donation par Riamed d'un défibrillateur externe automatisé, « Cardiac Science mod. G3 » à Nuovo Quarto Calcio per la Legalità, pour la protection cardiaque dans le stade Giarrusso

Rencontre de l'équipe nationale de football

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[LETTONIE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[LIECHTENSTEIN

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[LITUANIE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[LUXEMBOURG

ACAT et Amnesty International

Conférence sur les droits de l'homme et la peine de mort en Iran

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[MACÉDOINE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[MALTE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[MOLDAVIE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[MONACO

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[MONTÉNÉGRE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[NORVÈGE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

Iran Human Rights (IHR) et Amnesty International

Séminaire et visionnage d'un documentaire sur les jeunes dans les couloirs de la mort, « Ne brûle pas mon cœur », à l'université d'Oslo

Publication d'une déclaration et communiqué de presse

Editorial publié dans les médias de Norvège

[PAYS-BAS

Amnesty International

Organisation de plusieurs activités contre la peine de mort, autour du thème principal de l'abolition de la peine capitale au Belarus

Production d'un clip vidéo court sur la peine de mort, inspiré d'une conversation avec Lubou Kavalyou

Installation artistique à La Haye intitulée « Scaffold », de l'artiste américain Sam Durant

Organisation des Nations et des peuples non représentés

Campagne mondiale contre la peine de mort

Communiqué de presse

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

Sant'Egidio

Conférence avec des intervenants invités

[PORTUGAL

Associação Chaves Viva

Projection d'un film

Communiqué de presse

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[ROUMANIE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[ROYAUME-UNI

Amnesty International

Communiqué de presse

Rapport : « La peine de mort dans les Caraïbes anglophones : une question de droits humains »

Information thématique

Pétition en ligne sur la peine de mort systématique à la Barbade et à Trinité-et-Tobago

Publication d'éditorial dans des journaux des Caraïbes anglophones

Conférence dans la cathédrale d'Ely

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[RUSSIE

Penal reform International

Projection du documentaire « Do not execute my murderer » (« N'exécutez pas mon meurtrier ») à Moscou, suivi d'une discussion

[SAN MARIN

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[SERBIE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

Serbie contre la peine capitale

Débat public au Centre de « décontamination culturelle » de Belgrade

[SLOVAQUIE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[SLOVÉNIE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[SUÈDE

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[SUISSE]

Amnesty International

Signature de pétitions

ACAT Suisse

Projection du film « Into the Abyss »

Publication sur le thème de la peine de mort

Signature de pétitions

Comité international contre la peine de mort et Union inter-parlementaire

Discussion de groupe intitulée « Les parlementaires, une force essentielle pour soutenir l'abolition »

Signature de pétitions

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[TURQUIE]

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[UKRAINE]

Ministère des Affaires étrangères

Signature d'un appel commun pour l'abolition dans le monde

[2]

Revue de presse

La Revue de presse recense 453 articles dans 94 pays et est classée par pays dans l'ordre alphabétique.

AFGHANISTAN

• 09/10/2013 *geranews.com*

دعوة لإلغاء عقوبة الإعدام

ALBANIE

• Albania among signatories for abolition of death penalty

11/10/2013

Albeu.com

ALGÉRIE

• «Non à la mort lente dans le couloir de la mort»

11/10/2013

elwatan.com

• Le mouvement abolitionniste algérien à la traîne

12/10/2013

elwatan.com

• Les militants des droits humains contre son application

13/10/2013

LIBERTE

• Non appliquée mais non abolie en Algérie

15/10/2013

LIBERTE

• On vous le dit

13/10/2013

elwatan.com

• 2012 الإعدام عقوبة لمنهضة العالم في اليوم

11/10/2012

Martyn Roper

(UK ambassador in Algeria)

ANTIGUA ET BARBUDA

• Former AG of Antigua and Barbuda: Death penalty just cheap fix

02/10/2013

Guardian Media

ALLEMAGNE

• Am 10. Oktober: Welttag gegen die Todesstrafe

09/10/2013

greenpace-magazin.de

• Bischof Zollitsch: « Mord im bürokratischen Gewand »

10/10/2013

focus.de

• Filmen gegen die Todesstrafe

14/10/2013

kreissblatt.de

• Germany and partners in Europe campaign against the death penalty.

09/10/2013

deutschland.de

• Internationaler Tag gegen die Todesstrafe

10/10/2013

Neues Deutschland

• Internationaler Tag gegen die Todesstrafe

10/10/2013

Anwalt.de

• Kampf gegen die Todesstrafe fortsetzen

10/10/2013

scharf.de

• Tag gegen die Todesstrafe: Noch immer Todesurteile im

09/10/2013

ThemenPortal

- Tag gegen die Todesstrafe: Noch immer Todesurteile im Urlaubsparadies
09/10/2013 *Amnesty International*
- The Death Penalty: A Barbaric Trade
10/10/2013 *Huffington Post*
- Todesstrafe soll in 12 Jahren abgeschafft sein
11/10/2013 *20minuten*
- Weltweiter Protest gegen Todesstrafe
10/10/2013 *wochenblatt.com*
- Wenn Mission das Leben kostet
11/10/2013 *idea.de*
- Save Hakamada Iwao from execution in Japan
11/10/2013 *Amnesty International*
- Vigil for World Day Against the Death Penalty
08/10/2013 *weekendnotes.com*
- Vigil shines bright in city
11/10/2013 *The Daily Advertiser*
- When did justice start looking like premeditated murder?
12/10/2013 *Amnesty International*

ARGENTINE

- Cuál será la pena para sanar el dolor
13/10/2013 *eldebate.com.ar*
- Día internacional contra la pena de muerte
10/10/2013 *infonews.com*
- Especialistas da ONU defendem fim da pena de morte
17/10/2013 *Em Busca Da Verdade*
- For life, against capital punishment
10/10/2013 *Buenos Aires Herald*
- Jueves 10 octubre 2013
15/10/2013 *Medicos del Mundo*
- Por la vida, contra la pena de muerte
10/10/2013 *El Pais*
- Por la vida, contra la pena de muerte
10/10/2013 *La Capital*

AUSTRALIE

- 5 reasons some people think the world needs the death penalty
10/10/2013 *Amnesty International Australia*

- Death penalty in numbers
09/10/2013 *Amnesty International*
- Execution surge in Iran after moderate elected
12/10/2013 *The Australian News*
- Less countries perform the capital punishment
15/10/2013 *The Courier*
- PNG: « Les ambassadeurs ont franchi la ligne jaune »
16/10/2013 *radioaustralia*
- Save Hakamada Iwao from execution in Japan
11/10/2013 *Amnesty International*
- Vigil for World Day Against the Death Penalty
08/10/2013 *weekendnotes.com*
- Vigil shines bright in city
11/10/2013 *The Daily Advertiser*
- When did justice start looking like premeditated murder?
12/10/2013 *Amnesty International*

AUTRICHE

- Spindelegger für Abschaffung der Todesstrafe
11/10/2013 *salzburg*

AZERBAÏDJAN

- 537 executed in Iran within year
14/10/2013 *news.az*

BAHREÏN

- Shunning death penalty is to Bahrain's credit
18/10/2013 *Gulf Daily News*

BANGLADESH

- Abolish death penalty: EU
10/10/2013 *DHAKATRIBUNE*
- Bangladesh must overturn all death sentences
01/10/2013 *Amnesty International*
- EU against Death Penalty
09/10/2013 *bdnews24.com*
- EU against Death Penalty
09/10/2013 *Pryio News*

BARBADE

- Barbados ordered to abolish mandatory death penalty
15/10/2013 *CBC News*
- Caribbean urged to abolish death penalty
09/10/2013 *Caribbean360*
- People in glass houses...
13/10/2013 *The Barbados Advocate*

BIÉLORUSSIE

- «Апошні золак» — музыканты против смертной
10/10/2013 *naviny.by*
- 10 октября — Всемирный день против смертной
10/10/2013 *belaruspartisan.org*
- 53% белорусского общества считают пожизненное заключение альтернативой смертной казни, сообщил специалист
08/10/2013 *belapan.com*
- A moratorium could reconcile supporters and opponents of the death penalty'
10/10/2013 *naviny.by*
- Ideology officials involved in bans on public events
15/10/2013 *charter97*
- One-third of Belarusian citizens have inaccurate awareness about the death penalty in the country'
10/10/2013 *naviny.by*
- Priest Aliaksandr Shramko: "Death penalty contradicts the Gospel"
08/10/2013 *spring.96*
- The death penalty is the murder on behalf of the State
06/10/2013 *spring96.org*
- Былы выканаўца смяротных прысудаў з ЗША падпісаў петыцыю
10/10/2013 *GLYBOKAE.BY*
- В Беларуси противников смертной казни становится больше
10/10/2013 *DW*

- Всемирный день против смертной казни
08/10/2013 *belhelcom.org*
- Всемирный день против смертной казни отмечается сегодня
10/10/2013 *belnovosti.by*
- Вынік даследавання: грамадства недастаткова інфармаванае пра
09/10/2013 *dzedzich.org*
- ЕС готов обсуждать с Минском вопрос отмены смертной казни
10/10/2013 *interfax.by*
- Исследование: белорусы боятся, что у нас могут расстреливать невиновных. Мнения "за" и "против" смертной казни снова разделились
08/10/2013 *tut.by*
- Каждый десятый белорус не знает, что в стране применяется смертная казнь
08/10/2013 *kp.by*
- Когда белорусы будут готовы к отмене смертной казни?",
10/10/2013 *saligorsk.org*
- МАНІТОРЫНГ СМІ: TUT.BY: Святар, што спавядае
09/10/2013 *churchby*
- Мнение. Девальвация против смертной казни: победитель известен заранее
09/10/2013 *tut.by*
- Неделя против смертной казни начинается в
05/10/2013 *naviny.by*
- Праваабаронцы абвяшчаюць Тыдзень супраць
02/10/2013 *spring96.org*

BELGIQUE

- 42 ministres des Affaires étrangères dont Reynders pour l'abolition
10/10/2013 *RTLInfo.be*
- 42 Ministres lancent un appel
10/10/2013 *rtbf.be*

- ANTIDOODSTRAFONTOETING
09/10/2013 *bloggen.be*
- Antoinette Chahine à Liège pour militer contre la peine de mort dans le monde
07/10/2013 *levif.be*
- Council of Europe Goodwill Ambassador Bianca Jagger on the campaign against the Death Penalty
16/10/2013 *hub.coe.int*
- EU leads in fight against death penalty
15/10/2013 *EU@UN*
- EU underlines commitment to universal abolition
10/10/2013 *European External Action Service*
- Lutte contre la peine de mort: le Barreau de Liège reçoit A. Chahine
07/10/2013 *rtbf.be*
- Un combat à poursuivre !
10/10/2013 *Fédération des Etudiants Liberaux*

BOLIVIE

- La pena de muerte no tiene sentido en un mundo pensante
10/10/2013 *El correctivo animal (o de la torpeza)*

BOTSWANA

- DITSHWANELO
10/10/2013 *ditshwanelo*
- Stop the Death Penalty
11/10/2013 *The Botswana Gazette*

BRÉSIL

- ONU cobra fim de execuções em massa no Iraque
11/10/2013 *R7NOTICIAS*

CAMBODGE

- Where Cambodia can lead
10/10/2013 *phnompenhpost.com*

CAMEROUN

- George Stinney, 14 ans, le plus jeune condamné à mort des Etats-Unis
12/11/2013 *Cameroonvoice.com*

CANADA

- Journée mondiale contre la peine de mort
11/10/2013 *ambafrance.org*
- Silence From Conservatives on World Day Against the Death Penalty
10/10/2013 *HUFFINGTON POST*

CHILI

- Día Mundial contra la Pena de Muerte
10/10/2013 *ambafrance.org*

CHINE

- 11^e Journée mondiale Contre la Peine de Mort
10/10/2013 *ambafrance.org*
- Death Penalty linked to social inequality
10/10/2013 *scmp.com*
- The unnecessary cruelty of the death penalty
10/10/2013 *South China Morning Post*
- 世界反死刑日中共活摘死器官再受關注
09/10/2013 *soundofhope.org*
- 反对死刑日：人权专家呼吁世界各国暂停和废除
09/10/2013 *unmultimedia.org*
- 史上最传奇囚犯终获死刑：曾9获诺贝尔奖提名(图)
10/10/2013 *international.dbw*
- 国际反死刑日：法国驻华大使介绍废除死刑经验
10/10/2013 *Radio Free Asia*
- 国际反死刑日：法国驻华大使介绍废除死刑经验
14/10/2013 *Radio Free Asia*
- 寄语“世界反死刑日”
10/10/2013 *news.sina.com*
- 德国天主教会领导人呼吁全球取消死刑(图)
11/10/2013 *news.ifeng*

- 最高法:死刑案证据不足不得判死刑
14/10/2013 *people.com*
- 死刑是正义的失败
10/10/2013 *blog.renren*
- 美国或将用麻醉药实施死刑 欧盟药物出口公司陷窘境
11/10/2013 *news.sina.com*

COLOMBIE

- Día Mundial contra la Pena de Muerte
09/10/2013 *noticiasabc.com*

CÔTE D'IVOIRE

- La peine de mort abolie, la révision du code pénal s'impose
11/10/2013 *koaci.com*

CROATIE

- EU protiv smrtne kazne
17/10/2013 *Probjeda*

ÉQUATEUR

- En el Día Mundial contra la Pena de Muerte, Europa pidió eliminarla
11/10/2013 *hoy.com.ec*
- La CIDH insta a países americanos a eliminar la pena de
09/10/2013 *el universo*

ESPAGNE

- Caminar entre asesinos
09/10/2013 *Eldiario.es*
- Al insta a abolir la pena de muerte porque solo "se usa con fines políticos"
10/10/2013 *lainformacion.com*
- CIDH insta una moratoria en pena de muerte
09/10/2013 *periodistas*
- Death penalty in the spotlight.
25/09/2013 *Comunidad de Sant'Egidio*
- Denuncian ejecuciones ilegales en Irak
11/10/2013 *elsolonline*

- Día mundial contra la pena de muerte
10/10/2013 *redcristiana.com*
- Día mundial contra la pena de muerte
10/10/2013 *cuandopasa.com*
- Día mundial contra la pena de muerte
10/10/2013 *cartas des los lectores*
- Día Mundial Contra la Pena de Muerte
18/10/2013 *GAJmalaga*
- El Decano del ICAV aboga por el ejercicio efectivo del Derecho de Defensa en centros de detención y juzgados
14/10/2013 *lawyer press*
- El Gobierno aprueba la reforma de la Ley de Trafico y Secur
04/10/2013 *De Noticias*
- España se suma al llamamiento internacional contra la pena de muerte
10/10/2013 *elcorreo.com*
- El ICAV se suma a la campaña internacional contra la pena de muerte
08/10/2013 *es.icav.es*
- El PSOE ve en riesgo el papel activo de España contra la pena de muerte
10/10/2013 *noticias.terra.es*
- Elena Valenciano: "La moratoria de la pena de muerte es uno de los objetivos irrenunciables de la política exterior del PSOE"
10/10/2013 *psoe*
- Hoy es el Día Mundial contra la pena de muerte
10/10/2013 *El librepensador*
- Iran ejecuta a 50 reos en tan solo dos semanas
10/10/2013 *El Mundo.es*
- Juntos por la abolición de la pena de muerte
08/10/2013 *El Pais*
- La reanudación de las ejecuciones es una vergonzosa
10/10/2013 *COLECTIVO JUVENTUDES PUNO*
- La reanudación de las ejecuciones es una vergonzosa maniobra política
10/10/2013 *elmercuriodigital.es*

- Pena de muerte: EEUU debe revisar las sentencias de los mexicanos
11/10/2013 *periodistas*
- Pillay afirma que el sistema judicial iraquí "tiene graves defectos" y que las ejecuciones en masa en el país son "obscenas e inhumanas"
18/10/2013 *cronica de aragon*
- Poner fin a la pena de muerte, un llamamiento a la comunidad
10/10/2013 *Informaria Digital*
- Se dispara el fervor social por la pena de muerte en el sur de Asia
10/10/2013 *noticias.terra.es*

FRANCE

- Iran : 471 exécutions depuis le début de 2013 jusqu'à la journée contre la peine de mort
14/10/2013 *ncr-iran*
- Journée européenne contre la peine de mort
10/10/2013 *Conseil de l'Europe*
- Journée mondiale contre la peine de mort
08/10/2013 *l'Humanité*
- Journée mondiale contre la peine de mort
08/10/2013 *Nantes secteur ouest*
- Journée mondiale contre la peine de mort
08/10/2013 *UJA*
- Journée mondiale contre la peine de mort
10/10/2013 *Blog de Arnaud Mouillard*
- Journée mondiale contre la peine de mort
09/10/2013 *michel-bourlier.fr*
- Journée mondiale contre la peine de mort
14/10/2013 *csdhi.org*
- Journée mondiale contre la peine de mort - 42 ministres des Affaires étrangères dont Reynders pour l'abolition
11/10/2013 *peinedemort.org*
- Just and modern societies cannot be founded on killing: abolish the death penalty!
11/10/2013 *FIDH*
- L'Irak célèbre la Journée mondiale contre la peine de mort : 42 prisonniers politiques pendus
15/10/2013 *irak-actualité*

- L'Iran et la journée mondiale contre la peine de mort
10/10/2013 *ncr-iran*
- La dernière exécution en France
16/10/2013 *Le Monde*
- La peine de mort recule lentement mais sûrement
10/10/2013 *La Croix*
- L'abolition universelle de la peine de mort, un horizon trop lointain ?
10/10/2013 *Le Monde*
- Le long chemin vers l'abolition de la peine de mort
10/10/2013 *Le Petit Journal*
- La peine de mort n'empêche pas le crime
10/10/2013 *FIACAT*
- Les parlementaires ont un rôle-clé à jouer
10/10/2013 *Le Monde*
- Michel Taube « Le Guatemala veut reprendre les exécutions »
10/10/2013 *l'Humanité.fr*
- Mort à la peine de mort
16/10/2013 *blog.jmga*
- Non, l'abolition de la peine de mort en France, ce n'est pas seulement la gauche
10/10/2013 *slate.fr*
- Peine de mort. L'abolition progresse mais reste encore à conquérir
16/10/2013 *l'Humanité.fr*
- Peine de mort: une journée pour dire stop
10/10/2013 *Weekly*
- Pour l'abolition de la peine de mort en Tunisie : Appel aux partis politiques
10/10/2013 *FIDH*
- Toulouse. Amnesty appelle à manifester contre la peine de mort
07/10/2013 *toulouse7*
- Une autre image des Caraïbes pour la 11^e journée mondiale contre la peine de mort
08/10/2013 *lebulletin*
- Une journée contre la peine de mort
09/10/2013 *Regards Protestants*

- Vers l'abolition universelle de la peine de mort?
17/10/2013 *JOLpress*
- World Day against the Death Penalty (October 10, 2013)
10/10/2013 *France Diplomatie Ministère des Affaires étrangères*

GAMBIE

- Déclaration de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples à l'occasion de la célébration de la Journée Mondiale Contre la Peine de Mort
16/10/2013 *Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples*

GRÈCE

- 10 ΟΚΤ(ΒΡΙΟΥ: Τρεις Παγκόσμιες Ημέρες
11/10/2013 *paideia.gr*
- 10 Οκτωβρίου: Παγκόσμια Ημέρα κατά της Θανατικής Ποινής
11/10/2013 *mikrovalto.com*
- Θανατική ποινή στην Ελλάδα: Οι τελευταίες εκτελέσεις
11/10/2013 *in2life*
- Ικαοσύνη που σκοτώνει δεν είναι δικαιοσύνη
11/10/2013 *avgi.gr*
- Κοινή έκκληση Βενιζέλου με άλλους ΥΠΕΞ για
11/10/2013 *axortagos.gr*
- Κοινή έκκληση Βενιζέλου με άλλους ΥΠΕΞ για κατάργηση
11/10/2013 *newsbomb.com*
- ΟΗΕ προς Ιράκ: Σταματήστε τις εκτελέσεις
17/10/2013 *euro2days*
- Οκτωβρίου Ι Παγκόσμια Ημέρα κατά της Θανατικής
11/10/2013 *neolaia.gr*
- Παγκόσμια Ημέρα κατά της Θανατικής Ποινής /
11/10/2013 *socialpolicy.com*

- Τρεις Παγκόσμιες Ημέρες
11/10/2013 *GreeceLands*

GUYANA

- Caribbean urged to abolish death penalty
10/10/2013 *Kaieteur News*

HONG KONG

- PAKISTAN: AHRC lauds the efforts of the Pakistani Embassy in Saudi Arabia to save the lives of persons awaiting beheading
28/09/2013 *AHRC*

ÎLES FIDJI

- World Day Against the Death Penalty - 10th October
09/10/2013 *ambafrance.org*

INDE

- १० अ ू बर को मृत्युदंड के -खलाफ !व# दस पर !वशेष
14/10/2013 *Jharkhand News Line*
- Amnesty urges India to commute death sentences
09/10/2013 *zeenews.com*
- Commute all death sentences to life imprisonment
09/10/2013 *News Current Affairs*
- Pakistan, with thousands on death row, rules against death penalty
03/10/2013 *dnaindia*
- Tandoor case: SC commutes Sushil Sharma's sentence
08/10/2013 *hinduistimes*

INDONÉSIE

- Calls to End the Death Penalty Continue
22/10/2013 *The Jakarta Globe*
- Public opinion can condemn you to death
12/10/2013 *JakartaPost*

IRAK

- Journée mondiale contre la peine de mort.
10/10/2013 *ambafrance.org*

IRAN

- The death penalty vs. human rights: why abolish the death penalty?
10/10/2013 *iranrights*
- The Father of Two Girls Survived Being Hanged
16/10/2013 *iranian.com*
- The slaughter intensifies under Rouhani
14/10/2013 *iranfocus.com*
شده اعدام نفر ۱۲۵ روحانی حسن آمدن کنار روی زمان از اند
- مجازات علی‌گوتن‌بگ: ایرانی بن‌اندگان انجمن
11/10/2013 *tribunezamaneh*
- ش‌ورن‌دا م‌س‌ی‌ول‌یت و عدالت نام به چ‌ن‌ایت
10/10/2013 *iranrights*
- اعدام بنا چهارزه چ‌ن‌ایت روز
10/10/2013 *voanews.com*
- ل‌غ‌و از ن‌ف‌اع در ال‌لل‌ل‌ب‌ین ع‌ف‌و و ب‌ی‌و‌ن‌د ب‌ن‌ی‌اد گ‌زارش گ‌زارش مجازات
14/10/2013 *irangreenvoice*
- ش‌ود؟ ل‌غ‌و ب‌ای‌د چ‌را اعدام مجازات
17/10/2013 *asre-nou.net*

ISRAËL

- Supporters, opponents of death penalty wrangle in Gaza
10/10/2013 *Times of Israel*

ITALIE

- 140 Paesi che l'hanno abolita
24/10/2013 *Radio Vaticana*
- A La Une Justice et Droits de l'Homme
10/10/2013 *MISNA*
- Ancora la pena di morte?
10/10/2013 *Oggi.it*
- Contro la tortura
07/10/2013 *h24notizie*

- Dire No alla pena di morte
10/10/2013 *west-info.eu*
- Dove ritorna la pena di morte
11/10/2013 *La Stampa*
- Giornata mondiale contro la pena di morte
10/10/2013 *Amnesty International*
- Giornata mondiale contro la pena di morte
09/10/2013 *Amnesty International Italia*
- Giornata mondiale contro la pena di morte
12/10/2013 *Piacenza24*
- Giornata mondiale contro la pena di morte
10/10/2013 *smtvsanmarino.com*
- Giornata mondiale contro la pena di morte
10/10/2013 *Amnesty International*
- Il mondo si mobilita contro la pena di morte, ancora troppe le esecuzioni
10/10/2013 *Corriere della Sera*
- La pena di morte? Non migliora la sicurezza
11/10/2013 *dubidoo.it*
- Zardari welcomes continuation of moratorium on death penalty
05/10/2013 *handsoffcain*
- Pena di morte, la Commissione inter-americana chiede una moratoria
14/10/2013 *nuova agenzia radicale*
- Reading vs la pena di morte
09/10/2013 *gobari.it*
- Se è uno di noi no puo essere scartato
15/10/2013 *Avvenire.it*

JAMAÏQUE

- Correctional facilities and human rights abuses to be addressed under EU
10/10/2013 *First Look*
- EU provides \$52 million for justice, human rights project
14/10/2013 *Observer*
- Time to end the myth that the death penalty reduces crime
14/10/2013 *Jamaica Observer*

- UK's message on World Day against the Death Penalty
15/10/2013 *Jamaica Observer*

JAPON

- 10 octobre - Journée mondiale contre la peine de mort
10/10/2013 *ambafrance.org*
- EU hopes exhibit on hanged killer spurs debate
04/10/2013 *The Japan Times*
- Tokyo High Court overturns lay judges' capital punishment sentence
10/10/2013 *Japan Daily Express*

KAZAKHSTAN

- Знаменитости Казахстана высказали свое
09/10/2013 *Zakon.kz*
- Знаменитости Казахстана высказали свое мнение о смертной
10/10/2013 *WEB100KZ*
- Казахстанцы высказали свое мнение о смертной казни
10/10/2013 *Kazinform*

LETTONIE

- Today – the World Day Against the Death Penalty
10/10/2013 *Baltic News Network*

LIBAN

- 11th World Day against the Death Penalty
16/10/2013 *All events in Beirut*
- Des élèves de première se mobilisent contre la peine capitale, avec l'AJEM
11/10/2013 *L'Orient LE JOUR.com*
- Focus on execution as activists protest capital punishment
12/10/2013 *The Daily Star*

- Human rights committee chief rejects death penalty
14/10/2013 *The Daily Star*
- Le Palais de justice à l'écoute de ceux qui croient à la « réforme de l'homme »
16/10/2013 *L'Orient LE JOUR.com*
- Les Forces libanaises proposent l'abolition de la peine de mort
10/10/2013 *L'Orient LE JOUR.com*

LIBÉRIA

- Liberia: At Int'l Day Against Death Penalty - Panellists Disagree On Death Penalty
13/10/2013 *AllAfrica.com*
- Liberia: Weighing Shortcomings of Death Penalty
11/10/2013 *The new dawn*
- Panellists disagree on Death Penalty
11/10/2013 *AllAfrica.com*
- Supreme Court Shuns Death Penalty
16/10/2013 *The New Democrat*

LICHTENSTEIN

- Am Donnerstag ist Welttag gegen die Todesstrafe
09/10/2013 *Vaterland*

LUXEMBOURG

- Journée mondiale contre la peine de mort
08/10/2013 *ACAT Luxembourg*

MADAGASCAR

- Arrêtons les crimes, pas la vie
12/10/2013 *AllAfrica.com*

MALDIVES

- Capital punishment inhumane, cruel and fails to prevent crime
10/10/2013 *Minivan News*

MALTE

- 11th World Day against the Death Penalty
16/10/2013 *ambafrance.org*
- Malta amongst signatories for abolition of Death Penalty
09/10/2013 *MaltaToday*

MAROC

- Journée mondiale contre la peine de mort
10/10/2013 *solidmar*
- L'émouvant plaidoyer de l'OMDH pour les condamnés à mort au Maroc
10/10/2013 *OMDH*
- Maroc : Des activistes dénoncent l'inconstitutionnalité de la peine de mort et appellent à son abolition
08/10/2013 *LeMag.com*
- Peine de mort au Maroc : Nouvel appel à son abolition
08/10/2013 *aufait*
- Peine de mort: 11^e anniversaire de la journée mondiale
08/10/2013 *h24info*
- Une justice qui tue n'en est pas une
10/10/2013 *Huffington Post*

MEXIQUE

- Al exhorta a Estados Unidos a "revisar o conmutar penas de muerte contra mexicanos"
14/10/2013 *La Jornada en línea*
- Condenados a muerte 64 mexicanos
13/10/2013 *sipse.com*
- Condenados a muerte en EUA sufren trato cruel
10/10/2013 *Azteca noticias*
- Deplora ONU ejecución de 42 personas en Irak
11/10/2013 *Global*
- Deporte y asesinatos
11/10/2013 *La Ciudad Deportiva*
- Día Mundial contra la Pena de Muerte
10/10/2013 *cnhd.org*

- Día Mundial contra pena capital
12/10/2013 *La Verdad de Taumilapas*
- El eslogan nacido de una ejecución
10/10/2013 *La Ciudad Deportiva*
- La frase de hoy: Sólo Dios puede privarnos de la vida...
16/10/2013 *El Manana*
- Muestra CNDH rechazo a aplicación de pena de muerte
12/10/2013 *quadratin.com*
- ONG pide impulsar abolición de la pena de muerte a nivel
04/10/2013 *Sinembargo*
- Prisioneros denuncian tortura
14/10/2013 *El Diario*
- Reitera CNDH rechazo absoluto a pena de muerte
12/10/2013 *Radio Formula*

MONACO

- The Prince's Government Co-Signs a Joint Appeal for the Abolition of the Death Penalty
16/10/2013 *en.gov.mc*

MONGOLIE

- Монголын Эмнести Интернэшнл
09/10/2013 *Amnesty International Mongolia*

PAYS-BAS

- Gezamenlijke oproep tot afschaffing van de doodstraf
14/10/2013 *rijksoverheid.nl*
- Werelddag tegen de doodstraf 2013
07/10/2013 *smvi.nl*
- European and World Day against the Death Penalty
14/10/2013 *europa-nu.nl*
- World Day Against Death Penalty 2013
08/10/2013 *zapaday.com*

NIGER

- La peine de mort n'empêche pas le crime
10/10/2013 *Radio ANFANI FM*

NIGÉRIA

- Nigeria: NHRC, Lawyers Want Death Penalty Abolished in Nigeria
01/11/2013 *Vanguard*
- 'Asset recovery trial is supported by UK law'
15/10/2013 *NGRGuardianNews*
- ASFF Press Statement on the occasion of the world day
14/10/2013 *saving-lives.com*
- HURILAWS Condemns Recent Attempts to Resume Executions in Nigeria
10/10/2013 *Free Legal Aid*
- Iraq executes 12 terror convicts amid surging unrest
21/11/2013 *The Guardian*
- Lawyers Urge FG To Abolish Death Penalty
14/10/2013 *Leadership*
- NHRC, others seek substitute for death penalty
11/10/2013 *nrguardiannews*

NOUVELLE-ZÉLANDE

- OHCHR Briefing Notes
11/10/2013 *scoop.org*

NORVÈGE

- Iran Should Halt Executions as Rate of Hangings Accelerates
09/10/2013 *Iran Human Rights*
- Methods and obstacles for elimination of the death
09/10/2013 *Universal Tolerance*
- Er vi modne for å avskaffe dødsstraff?
10/10/2013 *NRK*

PAKISTAN

- 10 demands from HRPC seminar
10/10/2013 *Human Rights commission of Pakistan*
- HRCP opposes generalized application of death penalty
11/10/2013 *The Frontier Post*
- HRCP welcomes continuation of death penalty moratorium
07/10/2013 *HRCP*
- Just and modern societies cannot be founded on killing
10/10/2013 *dawn.com*
- SIC urges govt to implement death penalty
10/10/2013 *Nation*
- Zardari welcomes continued ban on death penalty
08/10/2013 *Daily Times*

PALESTINE

- Egypt planning anti-terror law that includes death penalty
15/10/2013 *Jerusalem Post*
- Gaza protesters demand death penalty as anti-NGOs meet
10/10/2013 *Agence France-Presse*
- Statement Issued by SHAMS Center On the Occasion of the International Day against Death Penalty
09/10/2013 *Human Rights and Democracy Media Center (SHAMS)*

PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE

- 11^e Journée mondiale Contre la Peine de Mort
14/10/2013 *ambafrance.org*

PÉROU

- CIDH insta a los Estados eliminar pena de muerte
09/10/2013 *andina*

PORTUGAL

- Bielorrússia é o único país europeu a aplicar esta pena de morte
14/10/2013 *jornaldigital*
- Execuções Amnistia denuncia pena de morte para prevenir
14/10/2013 *noticiasominuto*
- Pena de morte não é solução para reduzir criminalidade
17/10/2013 *DNGlobo*

RDC

- Arrêtons le crime, pas la vie
10/10/2013 *Radio-Télévision Nationale Congolaise - RTNC*

RÉPUBLIQUE DU CONGO

- Les dépêches de Brazzaville
12/03/2013 *n°35 p.10*

ROUMANIE

- Ziua Mondial împotriva pedepsei cu moartea
10/10/2013 *evz.ro*

RUSSIE

- Die Todesstrafe: Pro und Contra
12/10/2013 *Radio Stimme Russlands*
- L'APCE appelle les USA, le Japon et la Biélorussie à abolir la peine de mort
16/10/2013 *RIANOVISTI*
- Lukashenko fully justifies death penalty
14/10/2013 *pravda.ru*
- Всемирный день против смертной казни
08/10/2013 *anydaylife*
- ДОСЬЕ: Всемирный день против смертной казни 10 октября
09/10/2013 *itar-tass.com*

- Сегодня Всемирный и Европейский день против смертной казни
11/10/2013 *platformarb.com*
- У Лукашенко устроят недельный протест против
08/10/2013 *pravda.ru*

SÉNÉGAL

- Droits de l'homme : Navi Pillay et Abdou Diouf décident du renforcement de leur coopération
09/10/2013 *DakarActu*

SERBIE

- 11^e Journée mondiale Contre la Peine de Mort
10/10/2013 *ambafrance.org*
- Serbia signs joint appeal for abolition of death penalty
11/10/2013 *B92News*
- Serbia signs joint appeal for abolition of death penalty
11/10/2013 *Serbia Times*
- Апел Европе за укидање смртне казне
14/10/2013 *PTC*

SINGAPOUR

- Death and the city: the death penalty in Singapore
15/10/2013 *The World Outline*
- European and World Day against the Death Penalty
10/10/2013 *Denmark in Singapore*

SOUDAN DU SUD

- Law Society urges government to abolish death penalty
10/10/2013 *Radio Miraya*
- World Day Against the Death Penalty
07/10/2013 *South Sudan News Agency*

SUÈDE

- Death penalty abolition: A Swedish view
14/10/2013 *Daily News*

SUISSE

- 11th World Day against the Death Penalty
10/10/2013 *World Organization Against Torture*
- Acat-Schweiz mobilisiert zum Kampf gegen die Todesstrafe
09/10/2013 *kipa-apic.com*
- Caraïbes: La peine de mort n'empêche pas le crime
10/10/2013 *ACAT*
- Le 10 octobre: Journée mondiale contre la peine de mort
11/10/2013 *dfae.admin*
- Peine capitale: l'opinion réservée malgré la mort d'Adeline
10/10/2013 *Le Matin*
- Plusieurs pays ont repris les exécutions
10/10/2013 *Amnesty International*
- Späte Gerechtigkeit für unschuldig Verurteilte
11/10/2013 *sfr.ch*
- Stratégie du DFAE pour l'abolition de la peine de mort
10/10/2013 *Les autorités fédérales de la Confédération suisse*
- UN experts: let's make death penalty history
10/10/2013 *UN News Center*
- Where global solutions are shaped for you
10/10/2013 *unog.ch*

TAHITI

- La France et l'UE portent leur message en Mélanésie
14/10/2013 *Tahiti infos*

TAIWAN

- END CRIME, NOT LIVES!
10/10/2013 *Taiwan alliance to end death penalty*

- Shift in public opinion renews death sentences in Indonesia
17/10/2013 *The China Post*

TADJIKISTAN

- Ойнихол Бобоназарова и другие известные люди – за отмену смертной казни
10/10/2013 *NoTorture.tj*
- СЕГОДНЯ - ВСЕМИРНЫЙ ДЕНЬ БОРЬБЫПРОТИВ СМЕРТНОЙ КАЗНИ
10/10/2013 *khovar.tj*
- Что думают в Таджикистане о смертной казни?
10/10/2013 *Asia-Plus*

TANZANIE

- Tanzania: Maintain Professionalism, EU Envoy Tells Scribes
11/10/2013 *Tanzania Daily News*

THAÏLANDE

- 11^e Journée mondiale Contre la Peine de Mort
14/10/2013 *ambafrance.org*
- In debating death, it's time for Thailand to choose life
10/10/2013 *Bangkok Post*
- Stop the resurgence of capital punishment in South Asia
17/10/2013 *icj*

TOGO

- L'Europe plaide pour un monde sans exécutions
11/10/2013 *Afree Press*

TRINITÉ-ET-TOBAGO

- AG meets with Amnesty International
06/10/2013 *trinidadexpress*
- AG proposes categories for murder
07/10/2013 *Trinidad and Tobago newsday*

- Group fights for end of death penalty in Caribbean
17/10/2013 *Trinidad Guardian*
- October 1 conference against death penalty
19/09/2013 *Trinidad express*
- Respect for Life week
06/10/2013 *The Trinidad Guardian Newspaper*
- Death penalty in the spotlight - Sep 22
21/09/2013 *Catholic News*

TUNISIE

- Journée mondiale contre la peine de mort
11/10/2013 *AL HUFFINGTON POST MAGHREB*
- La FIDH appelle la Troïka à clarifier sa position
14/10/2013 *businessnews*

TURQUIE

- İnsan Hakları Birliği, idam cezasının kaldırılması talebiyle protesto gösterisi düzenledi
11/10/2013 *haberciniz.biz*

EMIRATS ARABES UNIS

- UN urges Iraq to halt executions
14/10/2013 *gulfnews.com*

ROYAUME-UNI

- Africa: Resumption in Executions Is a Shameful Political Manoeuvre
10/10/2013 *AllAfrica.com*
- Children of parents sentenced to death: a good start for a new topic on the UN agenda
16/09/2013 *Penal Reform International*
- Death penalty debate rages after Supreme Court spares
09/10/2013 *Daily Mail*
- Death penalty no deterrent against crime - new briefing
10/10/2013 *Amnesty International*
- News story: The UK Supports World Day Against the Death Penalty
10/10/2013 *Love Your Money*

- Petition: end crimes, not lives
10/10/2013 *adpan.net*
- Protect Life: End the Death Penalty
10/10/2013 *fco.go.uk*
- Ray Krone to speak about the death penalty
07/10/2013 *University of Birmingham*
- UN rights commissioner urges Iraq to halt executions
11/10/2013 *BBC NEWS MIDDLE EAST*
- Watch World Day Against the Death Penalty: top five
15/10/2013 *Reprieve*
- World Day against the Death Penalty
10/10/2013 *Education Scotland*
- World Day Against the Death Penalty
10/10/2013 *gov.uk*
- World Day against the Death Penalty
10/10/2013 *gov.uk*

UKRAINE

- Сьогодні – Міжнародний день боротьби за
11/10/2013 *vgolos.com*

URUGUAY

- Es hora de poner fin al mito de que la pena de muerte reduce la delincuencia
11/10/2013 *Amnesty International*

ETATS-UNIS

- 反对死刑日：人权专家呼吁国际社会加倍努力
09/10/2013 [ONU] *un.org*
- 2013 INDIANA OCTOBER 4-20
10/10/2013 *Indiana ...From Violence to Healing*
- A UK Perspective: World Day Against the Death Penalty
10/10/2013 *HUFF POST POLITICS*
- Abolishment of DP in Appeal
22/10/2013 *Clinton Patch*
- Against death penalty extremism
11/10/2013 *worldmag*

- Amnesty International calls for end to the death penalty worldwide
10/10/2013 *Amnesty International*
- Author takes death penalty repeal effort to Delaware
10/10/2013 *Delaware State Newszap*
- Belarus under fire for death penalty
09/10/2013 *upi.com*
- Better off dead?
08/10/2013 *worldmag*
- Candle for the convicted
09/10/2013 *Warrnambool Extra*
- Dead seriousness
19/10/2013 *worldmag*
- Death penalty abolition group to speak at UNH
10/10/2013 *Fosters*
- Fate worse than death: Anti death-penalty group says prison is ultimate punishment
12/10/2013 *Fosters*
- Death reads
04/10/2013 *worldmag*
- Death Watch: One Inmate Gets Reprieve, Another Granted
11/10/2013 *austinchronicle*
- DECRYING DEATH
11/10/2013 *inlander.com*
- End the Gravest Human Rights Abuse
10/10/2013 *HUFF POST WORLD*
- Execution drugs mixed by U.S. pharmacies draw challenges
13/10/2013 *The Star Online*
- Fail-safes for Virginia's death penalty
04/10/2013 *Washington Post*
- Fighting capital punishment in a red state
08/10/2013 *worldmag*
- Florida Identifies Over 100 Inmates Nearing Execution
17/0/2013 *Death Penalty Information Center*
- Former Inmate and Victim's Father Team Up Against the Death Penalty
14/10/2013 *mywabashvalley.com*
- Geography as destiny
10/10/2013 *Dallas Morning News*

- Horror as Dar marks 'World's day against the death penalty'
14/10/2013 *ippmedia*
- IACHR Urges States to Abolish Death Penalty or Impose a Moratorium on its Application
09/10/2013 *oas.org*
- International World Day Against The Death Penalty 2013: Into
09/10/2013 *tntfinder.com*
- Iran's Public Executions Prompt Fatal Reenactment
11/10/2013 *rferl.org*
- Iraq Hangs 42 Terror Convicts
14/10/2013 *rferl.org*
- Iraq: UN urges death penalty moratorium following execution of 42 people
11/10/2013 *un.org*
- Journalism and the death penalty
10/10/2013 *journalaw*
- Juliette Kayyem takes stand against death
07/10/2013 *Boston Herald*
- Missouri returning execution drug to supplier
10/10/2013 *sttoday.com*
- NEW VOICES: Former Death Row Warden Opposed Death Penalty
17/10/2013 *DP Information Center*
- Nun joins Delaware religious leaders, calls for end of death penalty
11/10/2013 *Delaware Online*
- October 10 is World Day Against the Death Penalty
10/10/2013 *open.salon.com*
- October 11-13, 2013: World Day Against the Death Penalty
07/10/2013 *catholicmobilizing*
- Organizations Around the World Focus on Death Penalty Concerns
17/10/2013 *Death Penalty Information Center*
- Peine de mort aux États-Unis: face à la pénurie de barbituriques, le pays ne sait plus comment exécuter ses condamnés
12/10/2013 *HUFFINGTON POST*

- Photos: Ten executions gone horribly wrong on World Day
15/10/2013 *westworld.com*
- Race, Torture, and Execution:
10/10/2013 *antitorture.org*
- Race, Torture, and Execution:
07/10/2013 *antitorture.org*
- Resumption in executions is a shameful political manoeuvre
10/10/2013 *Amnesty International*
- Saudi Arabia celebrates 11th World Day Against The Death Penalty
11/10/2013 *Death Penalty News*
- Serial killer's death sentence revives capital punishment
07/10/2013 *San Jose Mercury News*
- Statement on World Day Against the Death Penalty, October 10
15/10/2013 *iwsvg.com*
- The Road to Repeal: Ending the Death Penalty in New Hampshire in 2014
09/10/2013 *NH Coalition to Abolish the Death Penalty*
- UN calls Iraq death penalty 'obscene and inhuman'
14/10/2013 *Freemont Tribune*
- UN experts: let's make death penalty history
10/10/2013 *unic*
- UN Slams Iraq Over Prisoner Executions
14/10/2013 *voanews.com*
- UNPO Observes World Day Against The Death Penalty
09/10/2013 *UNPO*
- What the Media Is Saying About DPIC's "The 2% Death Penalty"
03/10/2013 *Amnesty International Houston Group 23*
- Where the walking dead wait
11/10/2013 *HUFF POST*
- World Day Against The Death Penalty
10/10/2013 *Sisters of Providence*

- World Day Against the Death Penalty and the Impact of Troy Davis
15/10/2013 *Innocence Blog*

VANUATU

- La peine de mort n'est pas la justice
09/10/2013 *ambafrance.org*

VENEZUELA

- ONU califica de obscenas e inhumanas las ejecuciones en masa en Irak
11/10/2013 *aporrea.com*
- Por la abolición de la pena de muerte
14/10/2013 *analitica.com*
- Por la abolición de la pena de muerte
14/10/2013 *analitica.com*

YÉMEN

- EU delegation welcomes Yemen decision
14/10/2013 *Yemen Post*
- EU-UNICEF hails Yemen efforts to put end to Juvenile death penalty
14/10/2013 *Yemen news agency*

ZAMBIE

- Zim: Justice minister says the state will eventually remove death
17/10/2013 *mg.co.za*

ZIMBABWE

- Interview of Simeon Mawanza, Amnesty International Researcher on Zimbabwe
09/10/2013 *ZiFM*
- Commemoration of World Day on Anti-Death Penalty Campaign
07/10/2013 *zacro.org*
- Mnangagwa Calls For Abolition Of Death Penalty
10/10/2013 *The Zimbabwe Mail*
- Zimbabwe to Back Africa ICC Pull-Out
10/10/2013 *NewZimbabwe.com*

[3] Membres de la Coalition mondiale

La liste des membres, au 1^{er} janvier 2014, est classée par pays, dans l'ordre alphabétique.

Secrétariat :

Coalition mondiale contre la peine de mort

69, rue Michelet, 93100 Montreuil, France

Général : contact@worldcoalition.org

ALLEMAGNE

- **Aktion der Christen für die Abschaffung der Folter (ACAT Deutschland)**

acat.ev@t-online.de
www.acat-deutschland.de
Allemagne

- **ALIVE e. V.**

info@alive-gegen-todesstrafe.de
<http://www.todesstrafe-usa.de/>

- **German Coalition to Abolish the Death Penalty**

scardona@gcadp.org
www.gcadp.org

AUSTRALIE

- **Reprive Australia**

contact@reprive.org.au
www.reprive.org.au

- **Victorian Criminal Justice Coalition**

peter.norden@rmit.edu.au

BAHREIN

- **Bahrain Human Rights Society**

alghayeb@gmail.com
http://bhhs.org/Home_Page.aspx

BIÉLORUSSIE

- **Belarusian Helsinki Committee**

khlashchankova@gmail.com
www.belhelcom.org

BELGIQUE

- **Fédération des Etudiants Libéraux (FEL)**

info@etudiantsliberaux.be
<http://www.etudiantsliberaux.be/>

- **Hope & Justice**

annyckguillard@hotmail.com

- **Ordre des avocats du Barreau de Liège**

batonnierdeliege@avocat.be
<http://www.barreauliege.be/>

- **Ordre des Barreaux Francophones et Germanophones de Belgique (OBFG)**

cdeville.secrngen@avocats.be
http://www.avocat.be/index_fr.html

• **Ville de Braine-l'Alleud**

www.braine-lalleud.be/

BURUNDI

• **Unis contre la peine de mort**

ishimwess@yahoo.fr

CAMEROUN

• **Droits et Paix**

droitsetpaix@yahoo.fr

CANADA

• **Iranian Human Rights Activists Groups in EU and North America**

hmahoutiha@videotron.ca

www.hriran.org

• **Rights and Democracy / Droits et Démocratie**

http://www.dd-rd.net/

• **Stop Child Executions**

info@nazanin.ca

www.stopchildexecutions.com

• **Stop Child Executions**

info@stopchildexecutions.com

www.stopchildexecutions.com

CONGO

• **Mouvance des Abolitionnistes du Congo Brazzaville (Cercle de Protection de l'Environnement)**

abolitionnistes@yahoo.fr

CÔTE D'IVOIRE

• **Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme**

lidhosiege@yahoo.fr

http://lidho.org/

CUBA

• **Comisión Cubana de Derechos Humanos y Reconciliación Nacional (CCDHRN)**

elizardosanchez4@gmail.com

ESPAGNE

• **REPECAP (Red académica internacional por la abolición de la pena capital)**

antonio.maunion@uclm.es

www.academicforabolition.net

ETATS-UNIS

• **Abdollahian Boroumand Foundation for the Promotion of Human Rights and Democracy in Iran**

ladan@abfiran.org

www.iranrights.org

• **Advocates for Human Rights**

rpark@advrights.org

www.theadvocatesforhumanrights.org

• **American Friends Service Committee**

kdowning@afsc.org

www.afsc.org

• **California People of Faith working against the death penalty**

cpf@la-archdiocese.org

www.californiapeopleoffaith.org

• **Campaign to end Death Penalty**

patconnect@gmail.com

http://www.nodeathpenalty.org/

• **Center for Constitutional Rights**

kgallagher@ccrjustice.org

www.ccrjustice.org

• **Center for Global nonkilling**

tfee@nonkilling.org

www.nonkilling.org

• **Citizens United for Rehabilitation of Errants-CURE**

cure@curenational.org

www.internationalcure.org

• **Death Penalty Focus**

ezittrin@deathpenalty.org

www.deathpenalty.org

• **Equal Justice USA**

sharis@ejusa.org

www.ejusa.org

• **Journey of Hope... From Violence to Healing**

bpelke@gci.net

www.journeyofhope.org

• **Kids Against the Death Penalty**

kidsagainstthedeathpenalty@hotmail.com

www.freewebs.com/kadp

• **Michigan Committee Against Capital Punishment**

gilcom@comcast.net

• **Murder Victims' Families for Human Rights (MVFHR)**

cushing@mvfhr.org

www.mvfhr.org

• **National Association of Criminal Defense Lawyers (NACDL)**

dweir@nacdl.org

www.nacdl.org

• **National Coalition to Abolish Death Penalty (NACDP)**

info@ncadp.org

www.ncadp.org

• **National Lawyers Guild (NLG)**

director@nlg.org

www.nlg.org

• **People of Faith Against the Death Penalty**

sdear@pfadp.org

www.pfadp.org

• **Texas Coalition to Abolish the Death Penalty**

khoultx@gmail.com

• **US Human Rights Network**

edike@ushrnetwork.org

http://www.ushrnetwork.org/

• **Witness to Innocence**

dlove@witness-to-innocence.org

www.witness-to-innocence.org

FRANCE

• **ACAT** cecile.marcel@acatfrance.fr

http://www.acatfrance.fr/

• **Avocats Sans Frontières**

info@avocats-sans-frontieres-france.org

www.avocats-sans-frontieres-france.org/

• **Barreau de Paris**

asouleliac@avocatparis.org

www.avocatparis.org

• **Collectif « Libérons Mumia »**

jackyfree@orange.fr

www.mumiabujamal.com

• **Comité Syndical Francophone de l'Education et de la Formation**

csfef@snes.edu

http://www.csfef.org/

• **Confédération Générale du Travail (CGT)**

s.bavard@cgt.fr

www.cgt.fr

• **Conférence Internationale des Barreaux**

sedillot@aol.com

http://www.cib-avocats.org/

• **Ensemble contre la peine de mort**

rchenuil@abolition.fr

www.abolition.fr

• **Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme**

florence.bellivier@wanadoo.fr

www.fidh.org

• **Fédération Syndicale Unitaire**

eliane.lancette@fsu.fr

• **FIACAT**

g.colin@fiacat.org

www.fiacat.org

• **Human Rights Watch**

Jm.fardeau@hrw.org

www.hrw.org

• **Ligue des Droits de l'Homme**

mylene.stambouli@noos.fr

• **Lutte pour la Justice**

BrthsCl@aol.com

www.lpj-france.net

• **Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)**

international@mrp.fr

www.mrap.asso.fr

• **Ordre des avocats des Hauts de Seine**

batonnier@barreau92.com

http://www.barreau92.com

• Réseau d'Alerte et d'Intervention pour les Droits de l'Homme - RAIDH

arnogaillard@free.fr
www.raidh.org

• Save Anthony

emmanuellepurdon@mac.com
www.save-anthony.com

• Ville de Dijon

psartori@ville-dijon.fr
www.dijon.fr

• Ville de Poitiers

Alain.claeys@mairie-poitiers.fr
www.poitiers.fr

GUATEMALA

• Grupo de Apoyo Mutuo (GAM)

grupodeapoyomutuo@gmail.com
www.grupodeapoyomutuo.blogspot.com
http://areadetransparencia.blogspot.com

GUINÉE

• Avocats sans frontières Guinée (ASF Guinée)

Avocatssansfrontieres.guinee@yahoo.fr

• Mêmes droits pour tous (MDT)

mdtguinee@yahoo.fr

ÎLES FIDJI

• Pacific Concerns Resource Center

pcrc.secretariat@gmail.com

INDE

• Civil Rights and Social Justice Society (CRSJS)

cr_sjs@yahoo.com

• KontraS (Commission for the Dissapeared and Victims of Violence)

harisazhar@gmail.com
www.kontras.org

• Law Student's Forum

lawstudentsforumjk@gmail.com
http://lsfjk.tripod.com/

• Lawyers For Human Rights International

nkslawfirm@yahoo.co.in
www.lfhri.org

IRAK

• Iraqi Center for Human Rights and Democracy Studies

ichrs.iraq@gmail.com

• Iraqi Coalition against Death Penalty

naserabood@yahoo.com

IRAN

• Society of the Right to Life Guardians

emadbaghi2003@yahoo.com
http://www.emadbaghi.com/en/

ITALIE

• Città di Matera

comune@comune.mt.it
www.comune.matera.it

• Città di Reggio Emilia

Chiara.Piacentini@municipio.re.it
www.municipio.re.it/retectivica/urp/home.nsf

• Città di Venezia

relazioni.internazionali@comune.venezia.it
www.comune.venezia.it

• Coalizione italiana contro la pena di morte

aleruberti66@yahoo.it
www.coalit.org/

• Coalizione italiana contro la pena di morte

info@coalit.org
www.coalit.org/

• Comitato Paul Rougeau

prougeau@tiscali.it
http://www.paulrougeau.org/

• Comunità di Sant'Egidio

m.marazziti@gmail.com
www.santegidio.org

• Hands off Cain

e.zamparutti@radicali.it
www.handsoffcain.info

• Ordine Provinciale dei Medici-Chirurghi e degli Odontoiatri di Firenze

direzione@ordine-medici-firenze.it
http://www.ordine-medici-firenze.it/

• Regione Toscana - Italia

riccardo.nencini@regione.toscana.it
www.regione.toscana.it

JAPON

• Center for Prisoner's Rights (CPR)

m-tg@mwa.biglobe.ne.jp
www.cpr.jca.apc.org

• Forum 90

jyonasan@symphony.plala.or.jp

• Japan Innocence and Death Penalty Research Center

jiadep.org@gmail.com
www.jiadep.org

JORDANIE

• Adaleh Center for Human Rights studies

info@adaleh-center.org
www.adaleh-center.org

• Arab Coalition Against the Death Penalty

achrs@achrs.org
http://dp.achrs.org/

• Penal Reform International (PRI)

tjaber@penalreform.org

LIBAN

• Association Justice et Miséricorde (AJEM)

info@ajemlb.org
www.ajemlb.org

• Association Libanaise pour L'Education el la Formation, ALEF

alef@alefliban.org
www.alefliban.org

• Association Libanaise pour les Droits Civils (LACR)

info@houkoukmadania.org
www.houkoukmadania.org

• Chaml (Non-Violent Non-Sectarian Lebanese Citizenly Youth)

info@chaml.org
www.chaml.org

LIBERIA

• Action by Christians for the Abolition of Torture in Liberia (ACAT Liberia)

acatliberiamail@gmail.com

• Rescue Alternatives Liberia (RAL)

papl Liberia@yahoo.com
www.raliberia.org (under construction)

MALTE

• International Organization for Diplomatic Relations

diplomatic@iodr.org
http://www.iodr.cd/prime.php

MAROC

• Association Marocaine des Droits Humains (AMDH)

lilahbena@yahoo.fr
http://www.amdh.org.ma/

• BAYT AL HIKMA

baytalhikma@baytalhikma.org.ma
www.baytalhikma.org.ma

• Centre marocain des droits de l'Homme

rachidchrii@yahoo.fr

• Coalition marocaine contre la peine de mort

amuseddad@yahoo.fr

• Forum Marocain pour la Vérité et la Justice

oumhandatlas@gmail.com

• Observatoire Marocain des Prisons

cabinetjamai@gmail.com

• Organisation Marocaine des Droits Humains

mznaidi2@gmail.com
www.omdh.org

MAURITANIE

• Coalition mauritanienne contre la peine de mort

Abdah67@yahoo.fr

NIGER

• Action pour une Education de qualité

inoussa.bouacar@yahoo.fr

• Réseau des organisations pour la transparence et l'Analyse budgétaire - ROTAB

pcqvpniger@yahoo.fr
http://www.rotabniger.org/rotab2/index.php

• SYNAFEN, Syndicat national des agents de la formation et de l'éducation du Niger

synafen@yahoo.fr

NIGERIA

• Human Rights Law Services - HURILAWS

a.jaafaru@hurilaws.org
http://www.hurilaws.org

• Legal Defence & Assistance Project (LEDAP)

info@ledapnigeria.org
www.ledapnigeria.org

• Nigerian Humanist Movement

humanistleo@hotmail.com
http://www.nigerianhumanists.com/

NORVÈGE

• Iran Human Rights

amiryoghaddam2@gmail.com
www.iranhr.net

UGANDA

• Foundation for Human Rights Initiative (FHRI)

fhri@dmail.ug
www.fhri.or.ug

OUZBEKISTAN

• Mothers Against Death Penalty

tamara4848@mail.ru

PAKISTAN

• Human Rights Commission of Pakistan

Kamranarif.advocate@gmail.com
http://www.hrcp-web.org/default.asp

PALESTINE

• Human Rights & Democracy Media centre "SHAMS"

omarrahahL98@hotmail.com
www.shams-pal.org

• Leaders Organization

leaders@leaders.ps
www.leaders.ps

• Palestinian Center for Human Rights

pchr@pchgaza.org
http://www.pchgaza.org/portal/en/

PORTO RICO

• Colegio de Abogados de Puerto Rico

kevinmiguelpr@yahoo.com
http://www.capr.org/

• Puerto Rican Coalition Against Death Penalty

carmelocampos@yahoo.com
www.lacoalicionpr.org

PORTUGAL

• Magistrats européens pour la démocratie et les libertés (MEDEL)

Antonio.Cluny@tcontas.pt
http://www.medelnet.org

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

• Centre d'Observation des Droits de l'Homme et d'Assistance Sociale (CODHAS)

codhasrdc07@yahoo.fr

• Collectif des Organisations des Jeunes Solidaires du Congo-Kinshasa (COJESKI - RDC)

cojeski_rdcongo@yahoo.com
www.cojeski.org

• Comité Des Journalistes Congolais Contre La Peine De Mort

jpdcongo@yahoo.fr

• Comité des Observateurs des Droits de l'Homme (CODHO)

nsiluanda_codho@yahoo.fr

• Congolese Youth Movement

congyouth@yahoo.fr

• Culture pour la Paix et la Justice

cpj_ong@yahoo.fr

• Ligue pour la Défense et la vulgarisation des droits de l'homme, LDVDH

laldvdh1999@yahoo.fr
http://recim.org/ascop/ldvdh-fr.htm

• Observatoire National des Prisons

grafkivu@yahoo.fr

• Pax Christi Uvira asbl

dechristnganya@yahoo.fr
www.paxchristi.net

• Réseau des associations des droits de l'Homme contre la peine de mort - RADHOMA

radhoma_congo@yahoo.fr

• Union Chrétienne pour le Progrès et la Défense des Droits de l'Homme

ucpdho@yahoo.fr

ROYAUME-UNI

• Amnesty International Secrétariat International

CSangiorgio@amnesty.org
www.amnesty.org

• Anti-Death Penalty Asia Network ADPAN

louise.vischer@amnesty.org
http://adpan.net

• Death Penalty Project

info@deathpenaltyproject.org
www.deathpenaltyproject.org

• Death Watch International

info@deathpenaltyaction.net
www.deathwatchinternational.org

• Harm Reduction International

damon.barrett@ihra.net
www.ihra.net

• Penal Reform International (PRI)

ahuber@penalreform.org
www.penalreform.org

• Reprieve

sheila.figueiredo@reprieve.org.uk
www.reprieve.org.uk

SERBIE

• Serbia Against Capital Punishment (SACP)

info@deathpenalty.rs
www.deathpenalty.rs

SINGAPOUR

• Think Centre (Singapore)

thinkcentre@hotmail.com
www.thinkcentre.org

SUISSE

• Association pour les Droits Humains au Kurdistan d'Iran-Genève (KMMK-G)

taimoor.aliassi@kmmk-ge.org
www.kmmk-ge.org

• International Commission of Jurists

ilaria.vena@icj.org
www.icj.org

• Lifespark

contactus@lifespark.org
www.lifespark.org

• Ordre des Avocats de Genève

secretariat@odageneve.ch
www.odageneve.ch

• Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT)

ak@omct.org
www.omct.org

• Quaker United Nations Office, Geneva (QUNO)

rbrett@quono.ch
www.quono.org

TADJIKISTAN

• League of Women Lawyers of Tajikistan

kanoat_kh@yahoo.com
www.lwl.orgfree.com

TAIWAN

• Taiwan Alliance to End the Death Penalty (TAEDP)

hsinyi1975@gmail.com
www.taedp.org.tw
www.peopo.org/taedp (blog)

TANZANIE

- **Children Education Society (CHESO)**

chesociety@yahoo.com
Under construction

- **Legal and Human Rights Centre (LHRC)**

lhrc@humanrights.or.tz
<http://www.humanrights.or.tz/>

TOGO

- **Forum Africain Contre la Peine de Mort**

Ganyo_sam@yahoo.fr
www.desmainsunies.com/FACPM/FACPM.htm

TRINITÉ ET TOBAGO

- **Catholic Commission for Social Justice (CCSJ)**

socialjustice@rcpos.org
<http://rcsocialjusticett.org>

TUNISIE

- **Coalition Nationale tunisienne contre la peine de mort**

marsithabib@yahoo.fr
<http://cntcpm.unblog.fr/>

- **Conseil National pour les Libertés en Tunisie**

sbensedrine@yahoo.com

UKRAINE

- **Women's Information Consultative Center**

wicc@empedu.org.ua
<http://www.empedu.org.ua>

[4] Notes

1] Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Équateur, Espagne, Estonie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Grèce, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Irlande, Islande, Italie, Kirghizistan, Kiribati, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Malte, Maurice, Mexique, Micronésie, Moldavie, Monaco, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Nioué, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Palau, Panamá, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Siège, Samoa, São Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie (y compris Kosovo), Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Timor-Leste, Togo, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Vénézuéla

2] Brésil, Chili, Fidji, Israël, Kazakstan, Pérou, Salvador

3] Algérie, Bénin, Brunéi, Burkina Faso, Cameroun, Congo (République du –), Corée du Sud, Érythrée, Ghana, Grenade, Kenya, Laos, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Myanmar, Nauru, Niger, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, Russie, Sierra Leone, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Tanzanie, Tonga, Tunisie, Zambie

4] Afghanistan, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Autorité palestinienne, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Biélorussie (Biélarus), Botswana, Chine, Comores, Corée du Nord, Cuba, Dominique, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis, Éthiopie, Gambie, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Jamaïque, Japon, Jordanie, Koweït, Lésoto, Liban, Libye, Malaisie, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Qatar, République démocratique du Congo, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Singapour, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Syrie, Taiwan, Tchad, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Viêt-Nam, Yémen, Zimbabwe

5] Afghanistan (14), Arabie saoudite (79+), Autorité palestinienne (6 par les autorités du Hamas à Gaza), Bangladesh (1), Bélarus (3+), Botswana (2), Chine (+), Corée du Nord (6+), Émirats arabes unis (1), États-Unis (43), Gambie (9), Inde (1), Irak (129+), Iran (314+), Japon (7), Pakistan (1), Somalie (6+ ; 5+ par le gouvernement fédéral de transition, et 1 au Puntland), Soudan (19+), Soudan du Sud (5+), Taiwan (6), Yémen (28+) - Source : Amnesty International, *Condamnations à mort et exécutions en 2012*, avril 2013, p. 9.

6] Amnesty International, *Death Penalty in the Caribbean : A human rights issue*, December 2012, p. 25

7] Détails pour la Constitution du Belize (Eighth Amendment Bill, 2011), disponible en anglais http://www.nationalassembly.gov.bz/index.php/hor-lowerhouse/bills-and-resolutions-before-the-house/doc_details/176-belize-constitution-eighth-amendment-bill-2011.

8] Voir Barreau du Belize, Review of the Various Bills Tabled by the Government of Belize at The Sitting of the National Assembly on May 13, 2011, p. 16-17 ; National Assembly of Belize, Details for Belize Constitution (Eighth Amendment) Bill, 2011.

9] Death Penalty Project, Press Release : Belize- Government Withdraws Bill to Eliminate Constitutional Challenges to Death Penalty – Ongoing Concern Regarding New Proposed Amendments, July 28, 2011.

10] A. Moore, Pers. Comm., July 11, 2013.

11] Amnesty International, *Death Sentences and Executions in 2012*, April 2013, p. 18.

12] Amnesty International, *Death Penalty in the Caribbean : A human rights issue*, December 2012, p. 10.

13] Id. p. 13. Le Premier Protocole facultatif se rapportant au PIDCP attribue au Comité des droits de l'homme la compétence pour « recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation, par un Etat partie, de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte [PIDCP]. » Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 1, disponible à l'adresse <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/OPCCPR1.aspx>.

14] Amnesty International, *Death Sentences and Executions in 2012*, April 2013, p. 8.

15] http://www.justice.gov/usao/eousa/foia_reading_room/usam/title9/crm00069.htm

16] The Trinidad & Tobago Journal, *91 % favor death penalty in Trinidad, survey finds — But details paint more complex picture* (91 % de la population de Trinité-et-Tobago se dit en faveur de la peine de mort, mais les détails dépeignent une image plus complexe), 24 février

2011, disponible à l'adresse http://www.deathpenaltyproject.org/fulltexts/54/original/11.02.25_The_Trinidad_and_Tobago_Journal.pdf ? 1298901813.

17] Amnesty International, *Death Penalty in the Caribbean : A human rights issue*, December 2012, pp. 24–25 (noter, par exemple que les hommes politiques de poids à Ste. Lucie, St. Vincent et les Grenadines ont publiquement soutenu une augmentation de l'application de la peine de mort) ; voir également

18] Roger Hood, *The question of the death penalty and the new contributions of the criminal sciences to the matter : a Rapport to the United Nations Committee on Crime Prevention and Control (La question de la peine de mort et les nouvelles contributions de la science criminelle : un rapport du Comité des Nations Unies sur la prévention et le contrôle du crime)*, Doc ONU E/AC.57/1988/CRP.7, 1998.

19] Voir également, Office des Nations unies contre la drogue et le crime, Étude mondiale sur les homicides (2011), pp. 9–10 (noter que les taux d'homicides dans les régions des Caraïbes, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud sont les plus élevés du monde et ont atteint un « point critique »).

20] Roger Hood and Florence Seemungal, Public Opinion on the Mandatory Death Penalty in Trinidad, 2011, pp. 34-35

21] Amnesty Int'l, p. 26 (Citation de David F. Greenberg et Biko Agozino, *Executions, imprisonment and crime in Trinidad and Tobago (Exécutions, emprisonnement et crime à Trinité-et-Tobago)*, British Journal of Criminology (2011).

22] Voir ex., Death Penalty Information Center, Facts about Deterrence and the Death Penalty (Faits sur la dissuasion et la peine de mort), <http://www.deathpenaltyinfo.org/facts-about-deterrence-and-death-penalty> (dernière visite le 25 avril 2013) ; voir également Death Penalty Information Center, Deterrence : States Without the Death Penalty Have Had Consistently Lower Murder Rates (Dissuasion : le États qui n'appliquent pas la peine de mort ont enregistré des taux d'homicides beaucoup plus faibles), <http://www.deathpenaltyinfo.org/deterrence-states-without-death-penalty-have-had-consistently-lower-murder-rates#stateswithwithout> (dernière visite Le 25 avril 2013).

23] UNDP, *Caribbean Human Development Rapport 2012, Human Development and the Shift to Better Citizen Security (Rapport du PNUD sur le développement humain dans les caraïbes, Développement humain et amélioration de la sécurité des citoyens)* pp. 154-155

24] Id. pp159-160

25] The Caribbean Court of Justice, About the CCJ (Cour de Justice des Caraïbes, A propos de la CCJ), <http://www.caribbeancourtjustice.org/about-the-ccj> (dernière visite le 25 avril 2013).

26] The Caribbean Court of Justice, Mission & Vision (Cour de Justice des Caraïbes, Mission et vision), <http://www.caribbeancourtjustice.org/about-the-ccj/mission-vision> (dernière visite Le 25 avril 2013).

27] Cour suprême de la Caraïbe Orientale, <http://www.eccourts.org/> (dernière visite le 29 avril 2013).

28] The Organization of Eastern Caribbean States, Structure and organization. (L'organisation des Etats de la Caraïbe orientale, structure et organisation) <http://www.oecs.org/about-the-oecs/institutions/eastern-caribbean-supreme-court-ecsc/70-about-the-organisation/purposes-functions>

29] Amnesty International, *Death Penalty in the Caribbean : A human rights issue*, December 2012, p. 17

30] Corte Interamericana de Derechos Humanos, Información, Historia (Cour interaméricaine des droits de l'homme, Histoire), <http://www.corteidh.or.cr/historia.cfm> (dernière visite le 25 avril 2013) ; voir également <http://www.oas.org/legal/english/organigramaOEAeng.pdf> (diagramme montrant la structure de l'Organisation des États Américains, notamment la Cour et la Commission interaméricaines des droits de l'homme).

31] Id.

32] Corte Interamericana de Derechos Humanos, Información, Denuncias & Consultas (Cour interaméricaine des droits de l'homme, Plaintes et Consultations), http://www.corteidh.or.cr/denuncias_consultas.cfm (dernière visite le 25 avril 2013).

33] Human Rights Committee, Gen. Comm. 32, para. 38 (citing Communications No. 985/2001, Aliboeva v. Tajikistan, para. 6.4 ; No. 964/2001, Saidova v. Tajikistan, para. 6.8 ; No. 781/1997, Aliev v. Ukraine, para. 7.3 ; No. 554/1993, LaVende v. Trinidad and Tobago, para. 58).

34] Amnesty International, *Death Penalty in the Caribbean : A human rights issue*, December 2012, p. 16 ; Amnesty International, *Death Penalty/Legal Concern : St. Kitts and Nevis*, Feb. 12, 2009.

35] The CCJ : From Concept to Reality (La CCJ : du concept à la réalité), <http://www.caribbeancourtjustice.org/about-the-ccj/ccj-concept-to-reality> (dernière visite le 25 mars, 2013).

36] *Boyce v. Barbados*, Inter-American Court of Human Rights, November 20, 2007, available at http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_169_ing.pdf.

37] *Pratt et Morgan c. Jamaïque*, Comité judiciaire du Privy Council, 2 novembre 1993, p. 11.

38] *Moïse c. Reine*, Cour d'appel de la Cour suprême de la Caraïbe Orientale (ECSC), appel en matière criminelle N° 8 de 2003, 15 juillet 2005, ¶¶ 50–54.

39] Cour interaméricaine des droits de l'homme, *Restrictions to the Death Penalty (Restrictions à la peine de mort)*, Avis consultatif OC-3/83, 8 septembre 1983, Série A, n° 3, ¶¶ 56–59.

40] Commission interaméricaine des droits de l'homme, *The Death Penalty in the Inter-American Human Rights System : From Restrictions to Abolition (La peine de mort dans le système des droits de l'homme interaméricain : des restrictions à l'abolition)* (ci-après CIDH), pp. 8–9.

41] *Raxcoco-Reyes c. Guatemala*, Arrêt du 15 septembre 2005, Série C N° 133, ¶¶ 67–72.

42] *Ernest Lockhart v. The Queen*, Privy Council Appeal No. 0050 of 2010 (2011) UKPC 33.

43] Inter-American Commission for Human Rights report *The death penalty in the Inter American human rights system : from restrictions to abolition*, December 2011, p. 8.

44] *Hilaire, Constantine et Benjamin c. Trinité-et-Tobago*, Cour interaméricaine des droits de l'homme, 21 juin 2002, disponible à l'adresse http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_94_ing.pdf.

45] Id. à ¶ 60.

46] Id. à ¶ 84.

47] Id. à ¶ 103.

48] *Boyce c. Barbade*, Cour interaméricaine des droits de l'homme, 20 novembre 2007, disponible à l'adresse http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_169_ing.pdf.

49] Id. à ¶ 13.

50] Id. à ¶ 17.

51] Id. à ¶ 54.

52] Id. à ¶ 62.

53] *Cadogan c. Barbade*, Cour interaméricaine des droits de l'homme, 24 septembre 2007, disponible à l'adresse http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_204_ing.pdf.

54] Id. à ¶ 41.

55] Id. à ¶ 67.

56] Id. à ¶ 71.

57] Id. à ¶ 75.

58] Inter-American Commission for Human Rights report *The death penalty in the Inter American human rights system : from restrictions to abolition*, December 2011, p. 8.

59] Voir id. p. 9 ; voir également Death Penalty Worldwide, Death Penalty Database, Guyana, (Peine de mort dans le monde, base de données sur la peine de mort, Guyane) <http://www.deathpenaltyworldwide.org/country-search-post.cfm?country=Guyana> (dernière visite le 25 avril 2013) ; Death Penalty Worldwide, Death Penalty Database, Barbados (Peine de mort dans le monde, base de données sur la peine de mort, Barbade), <http://www.deathpenaltyworldwide.org/country-search-post.cfm?country=Barbados> (dernière visite le 25 avril 2013) ; Death Penalty Worldwide, Death Penalty Database, Trinidad and Tobago (Peine de mort dans le monde, base de données sur la peine de mort, Trinité-et-Tobago), <http://www.deathpenaltyworldwide.org/country-search-post.cfm?country=Trinidad+and+Tobago> (dernière visite le 25 avril 2013).

60] Amnesty International, *Death Penalty in the Caribbean : A human rights issue*, December 2012, p. 4.

61] Voir *Balkissoon Roodal c. l'État de Trinité-et-Tobago*. Dans 2012, Trinidad and Tobago adopted the CCJ as its final court of appeal, replacing the JCPC (Trinité-et-Tobago adopte la CCJ comme cour de dernier appel, en remplacement du Comité judiciaire du Privy Council). Tax-News, *Trinidad and Tobago Joins Nations Under Caribbean Court (Trinité-et-Tobago rejoint les nations sous la supervision de la Cour de justice des Caraïbes)*, 4 mai 2012, disponible à l'adresse http://www.tax-news.com/news/Trinidad_And_Tobago_Joins_Nations_Under_Caribbean_Court_55192.html. Toutefois, la Cour de justice des Caraïbes a également déclaré que la peine de mort obligatoire est inconstitutionnelle conformément aux constitutions de Ste-Lucie et St-Vincent-et-les-Grenadine. Voir Amnesty Int'l, p. 22.

62] Death Penalty Worldwide, *Methods of Execution* (Peine de mort dans le monde, Méthodes d'exécution), <http://www.deathpenaltyworldwide.org/methods-of-execution.cfm> (dernière visite le 25 avril 2013).

63] Voir ex., *Joseph Thomas c. Jamaïque*, ¶ 136, affaire 12.183, Rapport N° 127/01, Cour interaméricaine des droits de l'homme, rapport annuel 2001, OEA/Ser.LV/II.114 Doc. 5 rev. (2001) (« Étant donné ses conclusions... de rendre toute exécution ultérieure illégale, la Commission ne considère pas qu'il soit nécessaire de déterminer si la méthode d'exécution utilisée en Jamaïque constitue un châtiment cruel, inhumain ou dégradant ou un traitement contraire à l'Article 5(2) de la Convention ») ; voir également *Benedict Jacob c. Grenada*, ¶ 59, Affaire 12.158, Rapport N° 56/02, Inter-American Comm'n, Rapport annuel 2002, OEA/Ser.LV/II.117 Doc. 1 rev.1 (2002) ; *Dave Sewell v. Jamaïque*, ¶ 118, Case 12.347, Rapport N° 76/02, Commission interaméricaine des droits de l'homme, Rapport annuel 2002, OEA/Ser.LV/II117 Doc. 1 rev. 1 (2002).

64] Id.

65] *Al-Saadoon et Mufdhi c. Le Royaume-Uni*, ¶ 99 Eur. Ct. H.R., App. N° 61498/08 (2010).

66] Commission Internationale contre la peine de mort, <http://www.icomdp.org/2011/10/international-conference-on-the-death-penalty-in-the-great-caribbean-17-19-october-2011/> (dernière visite le 25 mars 2013) ; voir également <http://www.nodeathpenalty.santegidiomadrid.org/> (dernière visite le 25 mars 2013).

67] Pour suivre l'actualité du Réseau : <https://www.facebook.com/GCFLife>

68] Disponible en anglais et espagnol en ligne : <http://amnesty.org/en/library/info/ACT51/002/2013/en>



Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne et des Ministères des Affaires étrangères de la Belgique et de la Norvège. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de la Coalition mondiale contre la peine de mort et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne ou des Ministères des affaires étrangères de la Belgique et de la Norvège.

Coalition mondiale contre la peine de mort

69, rue Michelet

93100 Montreuil – France

Tél. : + 33 1 80 87 70 43

contact@worldcoalition.org

www.worldcoalition.org

© Coalition mondiale contre la peine de mort, 2013